

kulturissimo

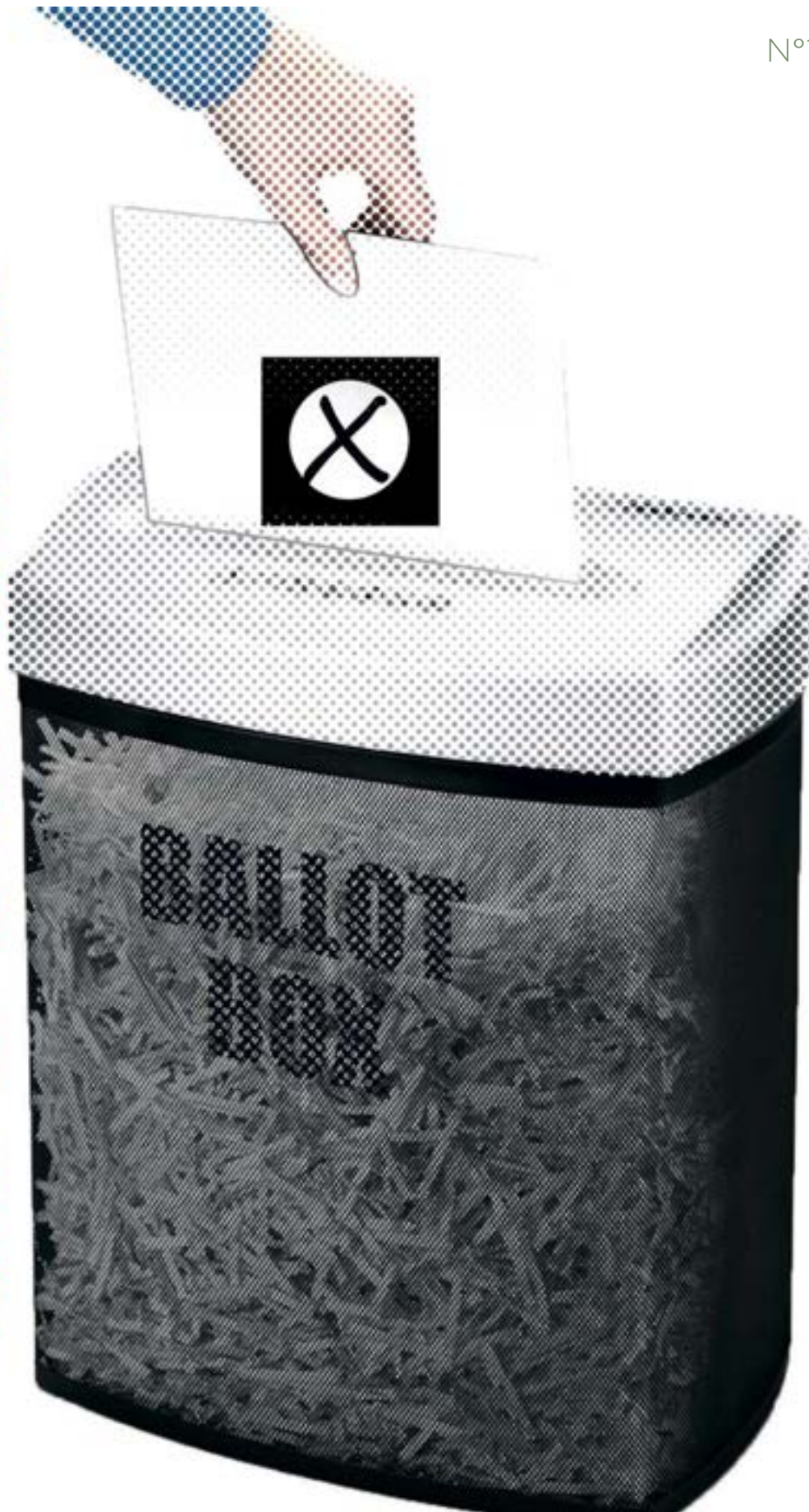
mensuel culturel et socio-politique

N°162 9. novembre 2017

Parait le deuxième jeudi
du mois dans

Tageblatt
strasse

elections



”

Politik ist nur der
Spielraum, den die
Wirtschaft ihr lässt

Dieter Hildebrandt

3: Editorial (Alvin Sold)

Accent aigu:

4-6: Elections communales et gauche(s). La commune: espace d'autodétermination? (Robert Mertzig)

7: Elections locales. „Vum Wielerwëllen zum Muechtwëllen“ (Paul Rauchs)

8, 9: Politique et utopie: Un couple paradoxal? (Franck Colotte)

10, 11: Elections et alternatives. La Grèce et le tirage au sort (Michel Decker)

12, 13: Les vérités alternatives. De surdités en absurdités (Jean Sorrente)

14: Chères questions et affirmations gratuites. Blabla local régional global (Paul Hemmer)

Cinéma:

15: Chroniques parisiennes. Jean-Luc Godard ou la chronique cinématographique d'une résistance (Clotilde Escalle)

Beaux-arts:

16, 17: Je dis ça, je ne dis rien. D'un baroque à l'autre (Enrico Lunghi)

Musiques:

18, 19: „Ich gehe jetzt viel radikaler mit Bach um.“ Der Dirigent Thomas Hengelbrock im Gespräch (Alain Steffen)

20: Viel gewollt – nicht alles erreicht. Offenbachs „Contes d'Hoffmann“ neu im Trierer Theater (Martin Möller)

Littérature:

21: Deutscher Buchpreis 2017 für „Die Hauptstadt“. Robert Menesses Brüssel-Roman (Barbara Höfeld)

Ici et ailleurs:

22-24: Der Bürger, der was vermisst ...
Die vierte Knappheit: Energie! (Frank Bertemes)

25-27: Pluto-Ochlokratie. Diktatur des reichen Pöbels (Carlo Kass)

28-30: Anklage im Krupp-Prozess vor 70 Jahren Edouard Houdremont – Krupp-Manager und Kriegsverbrecher (Jim Schumann)

31: Gramma apo tin Ellada. Ein New Yorker in Griechenland (Linda Graf)

32: Reflections on/against the Present. Bank Jingles (Fabienne Collignon)

33: Letter from England. Community Culture (Diana White)

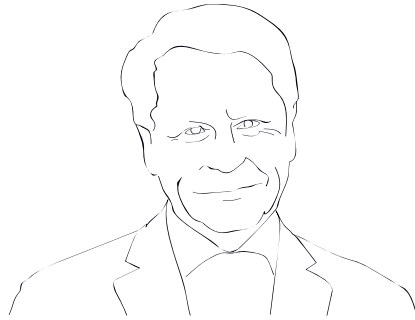
34: In the air. Rights of the Forest (Ariel Wagner)

A propos:

35: Hausemers Kulturreisen (99): Ukraine. Ein Kleinplanet aus Odessa (Georges Hausemer)

Retour sur image

36: By Gado



Alvin Sold

Du vote instrumentalisé

„... je pense qu'il faut être prince pour bien connaître la nature et le caractère du peuple, et être du peuple pour bien connaître les princes.“

Machiavel, faisant ce constat (vers 1513 sans doute), ne s'embarrassait pas ni d'éthique ni de morale. Son sujet: comment prendre le pouvoir et le garder, n'a rien perdu de son attrait pour les Princes en titre, fussent-ils rois, présidents, ministres, milliardaires et millionnaires, grands et petits chefs de parti ou d'entreprise, voire religions, constructions économico-politiques, marchés ... Du temps de Machiavel, le pouvoir local était généralement incorporé par un homme. Ce Prince pouvait être assez facilement déchu, soit par ses erreurs, soit par ses ennemis. Aujourd'hui, nous vivons sous l'empire d'un Prince insaisissable, aux contours flous, quand il est question d'une menace „systémique“. En 2008/09, il fallait sauver les banques pour sauver le „système“. L'Occident (dans le sens vaste) se serait peut-être écroulé si les Etats ne s'étaient pas endettés jusqu'au cou, avec, dans la foulée, de grandes potions d'austérité pour les petites gens. Machiavel en personne n'aurait pas mieux pu conseiller le Système régnant, capable d'instrumentaliser les dirigeants politiques et leurs électeurs. Les 19^e et 20^e siècles ont généré en Occident la démocratie basée sur le droit de vote universel, indissociablement associé au droit de propriété et à l'économie de marché. Si les électeurs appelés aux urnes pour des communales, législatives, référendums ou autres consultations choisissent de fait leurs représentants politiques, il est évident qu'ils ne connaissent pas suffisamment ni les candidats, ni les problèmes à résoudre. En vérité, la complexité des sociétés modernes est devenue telle que la démo-

cratie n'est plus le garant contre la prise du pouvoir réel, le pouvoir du Prince, par des forces défenderesses d'intérêts particuliers et non du bien commun.

Il appartiendra aux historiens de fixer la période de l'asservissement des structures politiques par celles économico-financières. Le triomphe des pratiques néolibérales remonte aux années 80 sans doute; la mondialisation les a quasi institutionnalisées. Trump fait obéir les Etats-Unis à la logique financière des grands conglomérats, l'Union européenne fait de même, moins bruyamment mais avec une rigueur qui réduit à néant l'autonomie budgétaire des gouvernements.

Ces derniers, sans le sou, privatisent les dernières bonnes affaires en les bradant, orientent l'enseignement public suivant les besoins de l'économie de marché, saucissonnent la sécurité sociale, et n'ont les yeux brillants de joie que quand il n'y a plus de déficit et quand la dette (voir plus haut!) est diminuée par le retardement des investissements „non productifs“, comme la culture.

Le Luxembourg échappe-t-il à cette casse devenue modèle? Pour l'instant partiellement, parce qu'il en a (encore) les moyens, et parce que le gouvernement n'est pas (encore) aux mains des prédicateurs de la „bonne mesure“, de la „prudence“, des „réserves à constituer pour les mauvaises années qui viendront“.

Oui, elles viendront chez nous comme ailleurs, si la démocratie ne se sauve pas elle-même, en trouvant les moyens d'armer les citoyens contre les manipulateurs de tout genre, politiques et extrapolitiques.

La reprise de la marche vers l'Humanisme est à ce prix.



Elections communales et gauche(s)

La commune: espace d'autodétermination?

Robert Mertzig

La dimension territoriale, géopolitique, d'une commune, enchâssée dans la structuration de l'Etat capitaliste-bourgeois, ainsi que ses domaines d'action et de pouvoir décisionnel font qu'une orientation politique au niveau communal reste par définition restreinte. En apparence cependant une majorité dans un conseil communal semble gérer une multitude d'aspects essentiels de la vie quotidienne du citoyen: transports, enseignements, eau, électricité, logements, aménagement du territoire et de l'espace public, taxation des entreprises et des particuliers, etc. En réalité les marges de manœuvre sont étroites et fermement bridées dans le cadre de l'Etat dans son ensemble, des lois et des règlements de plus en plus contraignants. Et par la rage des privatisations générée par le néo-libéralisme et ses fidèles godillots au sein des institutions établies.

Politique politicienne

Alors qu'en pleine crise systémique du capitalisme les élections communales auraient pu être l'occasion pour propager un socle de résistance citoyenne et de militer

pour un laboratoire d'une démocratie de base qualitativement différente des institutions établies, elles se sont enlisées dans le business as usual. La droite classique conservatrice gagne, y compris dans les fiefs sociaux-démocrates (mais l'extrême-droite ADR stagne); la droite libérale (PD-DP), parti de notables et de petits-bourgeois cossus, a quelques succès autour de personnalités au verbiage people, démontrant la dépolitisation américanisée du paysage politique au Luxembourg. Business as usual.

Les commentateurs habituels glosent évidemment sur la vague verte. Celle-ci démontre une certaine prise de conscience par de larges secteurs de la gravité de la crise écologique. Sauf que le parti Déi Greng, à l'instar de ses partis frères, est bien inapte à combattre et encore moins à résoudre cette crise, qui nécessite une orientation vers des changements qualitatifs du système économique et politique, institutionnel et social. Au niveau communal, participant à des coalitions tous azimuts, très souvent avec la droite, il a fait la preuve de cette incapacité. Ses dirigeants sont des fidèles aficionados du système établi. L'opulence carriériste y côtoie l'anorexie du programme, une fois ce dernier décanté

de ses platitudes, généralités, redites et lieux communs. Politique politicienne. Business as usual.

Les gauches

Les effets de la recherche effrénée et exclusive du profit et/ou de la crise du capitalisme mondialisé atteignent de plus en plus le petit Luxembourg. Les droits démocratiques sont de plus en plus éviscérés. Les gauches semblent cependant incapables d'engranger la colère et les dépit. La social-démocratie, elle, confirme son orientation sociale-libérale et procapitaliste, et sert fidèlement l'Etat et ses institutions. Au niveau international comme au niveau local elle est devenue un rouage essentiel de fonctionnement de ces dernières et elle constitue souvent la pointe avancée des contre-réformes du capitalisme mondialisé. En conséquence sa version luxembourgeoise ? le POSL/LSAP ? semble désormais s'inscrire dans la tendance paneuropéenne de délitement de la social-démocratie.

Pour ceux qui ont compris la nécessité d'une transformation radicale de la société, d'une alternative globale contre le capi-

talisme mondialisé, aussi bien au niveau national, international que local, ce sont surtout les évolutions des deux parties à gauche de la social-démocratie, à savoir le PCL-KPL et Déi Lenk qui intéressent. Les résultats électoraux communaux n'en reflètent qu'une partie, mais permettent quelques appréciations.

Le parti communiste, devenu un pur parti néostalinien bonsaï, célèbre comme de grandes victoires chacun de ses très rares élus. Flanké d'une direction politique inénarrable, glauque et ultra-sectaire, ce parti fait surtout dans l'auto-affirmation, la propagande pro-domo et les ritournelles idéologiques. S'ils avancent quelques revendications minimales parfaitement correctes, ces dernières ne sont nulle part liées à ne serait-ce qu'à un début de projet auto-émancipateur des salariés; au contraire, c'est le patriotisme partidair qui prime tout. L'idéologie de ce parti, depuis longtemps basée sur les falsifications historiques et sur une conception essentiellement conspirationniste des événements passés et présents, a autant de rapport avec la théorie et la méthodologie marxistes que l'astrologie n'en a avec l'astronomie. Orphelin de références concrètes le stalinisme est en crise profonde et irrémédiable, même si celle-ci se manifeste au niveau électoral en forme de montagnes russes, parfois.

Si, dans un autre ordre d'idées, on ne peut que se réjouir des résultats limités de la droite populiste (ADR) il faut regarder de plus près les scores des listes de Déi Lenk. Comme dans bien d'autres pays (Allemagne par exemple) la gauche dite alternative stagne (malgré ou à cause d'une orientati-

on de plus en plus droitière et social-démocratisante?). Ce parti se distinguait jadis par la mise en avant de propositions de participations citoyennes au contrôle des activités communales pendant des assemblées régulières ad hoc, ce qui avait un goût de „démocratie participative“ ? concept théorisé dès 1988 sur base de l'expérience de la municipalité brésilienne de Porto Alegre, berceau du mouvement altermondialiste. S'y ajoutaient aussi une kyrielle souvent détaillée de revendications pour la gestion communale qui avait une charge antilibérale certaine. Il n'en demeure pas moins que dans le premier cas il s'agit de propositions à but purement consultatif, déconnectées des éventuelles luttes sociales et que dans le second les revendications sont de nature purement gestionnaire, déconnectées d'une stratégie de prise de conscience anti-capitaliste. En 2017 le parti est passé de la participation citoyenne à la...cogestion (!). L'électoratisme gestionnaire de ce parti est patent et parfois même effrayant, au vu des vraies exigences que la situation sociale et politique requiert. Un programme d'appareur radical pour les élections tous les 5 ou 6 ans ne remplace pas un programme principal d'un parti fondé sur la lutte des classes et une stratégie anti-capitaliste subséquente (et pas seulement anti-néolibérale), ainsi qu'une activité militante permanente là où peuvent se construire de nouveaux rapports de force, à savoir essentiellement hors des périodes électorales. Au pire on risque de châtrer de vraies revendications anti-néolibérales en en faisant des propositions de loi parlementaires au lieu des les propager systématiquement dans les syndi-

cats et les mouvements de masse.

Une orientation anticapitaliste authentique doit s'articuler à tous les niveaux et dans tous les programmes avec une logique intrinsèque de rupture avec le capitalisme notamment autour de deux axes généraux: Le premier concerne l'appropriation sociale des principaux moyens de production afin de rompre, non avec le marché en général, mais avec sa domination. Le second porte sur la démocratie et relève le défi d'une autre articulation des rouages démocratiques, basés sur l'auto-gestion et le contrôle des salariés aussi bien au niveau territorial que social (sur les lieux de production), en brisant la séparation de la citoyenneté politique et de l'existence sociale. Le premier est décisif car, dans la conjoncture actuelle, se structurent autour de lui des clivages décisifs à gauche en ce qui concerne le „dépassement“ du capitalisme et la bataille pour une société prenant en compte les besoins sociaux, écologiques, etc. Et plus généralement, parce qu'une simple logique de démocratie politique, sans incursion dans les rapports de propriété, ne débouche pas „naturellement“ sur une dynamique de transformation sociale.

Ilots de résistance?

Historiquement les villes furent souvent des lieux géopolitiques de „fixation“ de classes. Ainsi au moyen-âge les Hansestädte en Europe du Nord, où évolua la bourgeoisie naissante. Elles ne se sont vraiment constituées en sujet politique qu'à partir du XVIème siècle (dans le ca-



Esch-sur-Alzette, panneaux d'élection communaux Photo: Alain Rischard

dre du paradigme émergent de la modernité), au moment où elles s'inséraient dans l'Etat territorial souverain. Plus tard elles furent parfois des théâtres de luttes de classes hautement symboliques, telles que la commune révolutionnaire d'août 1792 à Paris, la Commune de Paris de 1871 ou celle de Barcelone de juillet 1937. C'est aussi au niveau des communes que dans beaucoup de pays fut brisé pour la première fois le vote censitaire pour l'élargir aux travailleurs et à la population toute entière. Ce fut donc un espace de démocratie locale, où le bien commun et communautaire pouvait être élaboré et organisé, où l'espace et le temps s'urbanisaient. Il y eut même, au sein du mouvement ouvrier international, une tendance „communaliste“ ? au début du siècle dernier ? considérant que la commune pourrait être un moyen administratif permettant de gérer les problèmes de la cité, en y recensant les besoins et de trouver par une association autogestionnaire et par le mandatement impératif, les moyens pour y répondre. Ce moyen se voulait révolutionnaire par le fait qu'il existe au sein du système capitaliste, et serait le moyen permettant de faire la transition révolutionnaire afin d'arriver à une société communiste libertaire. Dans cette idée les communes pourraient être des sortes de phalanstères socialistes au sein même de l'Etat bourgeois. On retrou-

ve de très faibles échos de cette illusion dans certains aspects des propositions d'une partie de la gauche, soit en opposant la gestion communale à celle de l'Etat, soit, plus positivement, d'essayer d'introduire au niveau communal des éléments de démocratie participative, différente du parlementarisme pur jus, manifestement en décadence.

Toute l'histoire du 20^{ème} siècle nous a montré que si la construction d'une société non-capitaliste peut bien commencer dans un seul pays, son achèvement n'est possible qu'au niveau international ou alors il aboutit à l'horreur stalinienne et à la bureaucratie d'Etat contre-révolutionnaire. Ceci est encore plus vrai évidemment au niveau d'une commune. Le socialisme dans une seule ville défie le sens commun. A l'ère du capitalisme triomphant ou à celle du capitalisme mondialisé une stratégie politique axée uniquement sur des possibilités de mesures anti-capitalistes durables (ou même seulement anti-néolibérales) au seul niveau communal est une pure utopie contre-productive et ignore totalement et la structuration du système capitaliste en général et la nature de l'Etat (et de ses appareils) dans une société bourgeoise en particulier. Ce dernier ne peut être investi ou changé progressivement. A propos de la Commune de Paris Marx écrivait: „la prochaine tentative ...devra consister non plus

à faire passer la machine en d'autres mains, mais à la détruire.“ L'Etat n'est pas un „machin“ neutre, mais bien le point nodal où se tissent tous les liens de domination, de répression et d'aliénation du pouvoir bourgeois/capitaliste, et ce indépendamment des majorités fluctuantes dans des parlements hors de la sphère réelle des décisions essentielles qui gèrent le système capitaliste tout entier, afin d'optimiser les conditions de reproduction du capital et la loi de la valeur. Et les communes sont un pan de l'Etat bourgeois.

Les élections communales rendent encore plus difficile la distanciation avec la logique dominante des institutions étatiques que d'autres élections. De la social-démocratie à la gauche alternative, en passant par les néostalinien ou la plupart des activistes syndicaux ou „mouvementistes“ combattifs, tous semblent, au Luxembourg, être encagés dans et piégés par l'acceptation de la cette logique. La grande majorité des citoyens salariés n'acquière la conscience politique et de contestation durable que par l'action et les mouvements de masse, autonomes par rapport aux institutions du pouvoir. Ce qui devrait aussi exclure qu'une gauche anticapitaliste véritable participe minoritairement à toutes coalitions avec la social-démocratie social-libérale au sein même de ces institutions, seraient-elles communale

Deux notes collatérales

1 Au Luxembourg, comme partout ailleurs en Europe, règne la politique officielle, institutionnelle, représentée par les gouvernements, qu'ils soient de centre-droite ou de centre-gauche, ou encore d'extrême centre (de plus en plus adoubi à l'extrême-droite) ; par les partis majoritaires au parlement, et leurs diverses combines et manigances; et par différentes bureaucraties administratives, judiciaires, religieuses ou sportives. Que ces gouvernements et partis soient „honnêtes“ (?) ou corrompus, „progressistes“ ou conservateurs, intelligents ou stupides, partisans de la „croissance ou de l'austérité, social-libéraux ou néolibéraux, „normaux“ ou agités, prétendent „socialistes“ ou soi-disant „populaires“, modernisateurs ou traditionnalistes, ils ne représentent que des variantes de la même politique, celle du système, celle du capital financier, celle du capitalisme globalisé, celle qui perpétue et aggrave les inégalités, celle qui perpétue et accélère la destruction de l'environnement, celle qui a conduit à la présente crise économique et qui conduira, dans quelques décennies, à une catastrophe écologique. C'est la politique du statu quo, du business as usual, de la „gou-

vernance du système, du maintien de l'ordre, de la police“ (au sens donné à ce terme par le philosophe Jacques Rancière), de la gestion des affaires du capital, de la neutralisation et/ou répression des conflits, de la compétitivité à mort, des coupes sombres dans les salaires et les retraites, des privatisations à tour de bras, des cadeaux fiscaux aux riches, du démantèlement des services publics, de la course aux armements.

Cette politique-là règne, elle gouverne partout, elle est aux commandes, elle exerce le pouvoir d'Etat à l'échelle nationale et continentale. Malgré la crise, malgré les difficultés, la dette, le chômage, la corruption, les scandales à répétition, elle semble promise à un bel avenir ; le seul changement semble prendre la forme d'alternance, le centre-gauche remplaçant le centre-droite ou vice-versa, à moins qu'ils ne forment ensemble un gouvernement d'union nationale ou d'alliance avec la droite extrême. Pourquoi pas? Ne partagent-ils pas les mêmes options fondamentales, le même conformisme, la même soumission sourde et aveugle aux impératifs des marchés financiers ?

2 Étant marqué génétiquement aussi bien par ses origines, sa petitesse territoriale et donc sa tradition „provinciale“, l'Etat bonsaï luxembourgeois a toujours subi les transformations socioéconomiques, culturelles et politiques par absorption amollie, biaisée, voire faussée des événements ou courants se situant dans les grands pays limitrophes, façonnant une identité et un marquage spécifique, mais profondément tributaire.

Une des conséquences en est l'idéologie de la collaboration de classe tous azimuts, dont la Tripartite et le concept de cogestion sont les fleurons (ainsi que les espoirs fallacieux mis dans l'actuel gouvernement à trois avec le parti bourgeois PD) Cette collaboration de classe a indéniablement été le soubassement de la pacification et de la dépolitisation d'une large majorité de la classe salariée et de la droitisation au sein du mouvement ouvrier.

Pourtant l'appareil d'Etat luxembourgeois est tout à fait similaire à celui des autres Etats capitalistes/bourgeois d'Europe; il a même, avec la monarchie, un pilier particulièrement néfaste.

Elections locales

„Vum Wielerwëllen zum Muechtwëllen“

Paul Rauchs

Aujourd'hui je t'emmène au Knuedler, demain tu m'emmèneras au Krautmaart“, voilà le marché de dupes que d'aucuns définissent comme le respect du „Wielerwëllen“, du souhait de l'électeur.

Mais bien qu'il n'y ait qu'un seul corps électoral, on a du mal à comprendre comment des milliers d'électeurs puissent exprimer comme un seul homme ou une seule femme un même désir. Et si on considère que même un seul individu a souvent du mal à connaître ses désirs, à fortiori son désir, et que ses souhaits se livrent trop souvent de sourdes luttes dans son inconscient, nous convenons aisément qu'il faut une bonne dose d'arrogance et de mauvaise foi pour se réclamer de ce „Wielerwëllen“. Sur ces passages à niveau (zéro de la politique), un souhait peut en cacher un autre et c'est bien évidemment le souhait de l'électeur qui sert de feuille de vigne au souhait des politiciens. Est-ce un hasard si c'est le philosophe du pessimisme, Arthur Schopenhauer, qui a professé que le „Wëllen“ est la sombre pulsion qui mène le monde, pulsion que Freud a rebaptisé en ça et dont Nietzsche a fait le „Wille zur Macht“.

Restons donc un instant avec Nietzsche qui aurait donné à peu près ces conseils aux politiciens: „Quand tu vas chez l'électeur, n'oublie pas le fouet et, surtout, prends le marteau pour faire de la politique.“ Pour rester dans la terminologie nietzschéenne, nous pouvons assimiler le „Wielerwëllen“ à l'élément dionysiaque, cet élan impétueux, créateur, ivre et fou, à la base de toute culture, mais qui demande à être dompté par l'élément apollinien de la civilisation que d'aucuns assimilent hypocritement à la sage bienveillance de la politique.

Pour le grand philosophe Schopenhauer, le désir ne peut se réaliser pleinement qu'en s'annihilant. C'est là le paradoxe à l'origine du fameux pessimisme schopenhauerien. Peut-être pouvons-nous mieux comprendre cette aporie en revenant à nos élections. Après tout, le fameux „Wielerwëllen“ n'est autre que l'addition des égoïsmes, particularismes, mentalités „nimby“



Arthur Schopenhauer (1788-1860)

et autres „dink“, c'est-à-dire un Dionysos qui ne s'enivre plus qu'avec des crus bourgeois du Bordelais. Car enfin, soyons honnêtes, quel habitant des beaux quartiers et du „Speckgürtel“ entourant la capitale, peut bien avoir intérêt à la construction de logements bon marché, lui qui ne tient pas à avoir comme voisins Ali, Tiago ou Selim et qui ne veut pas voir s'effriter la valeur de son pavillon à deux garages. Une politique honnête, mue par la volonté de servir la cité, se trouve donc bien obligée, dans un geste tout schopenhauerien, de nier cette volonté de l'électeur. Et c'est de cette dialectique entre „Wielerwëllen“ et volonté politique de gérer, voire de réformer pour le bien de tous, que vivent les communes et l'Etat. Depuis la cité grecque ancienne, les hommes n'ont pas encore trouvé mieux que la démocratie pour faire fonctionner cette dialectique, que ce soit la démocratie directe ou la démocratie représentative. Pour des cités „à taille humaine“, la démocratie directe semble valable: c'est le panachage au Luxembourg, la pratique référendaire en Suisse, l'élection présidentielle en France. La démocratie représentative est une réponse plus adaptée aux sociétés modernes plus larges: les partis, les différents pouvoirs (et jusqu'au quatrième, la presse), les syndicats et autres chambres professionnelles apportent l'élément apollinien qui est censé tempérer l'élan dionysiaque. Le système électoral

luxembourgeois se trouve à cheval entre ces deux formes de démocratie. En excluant plus de la moitié des habitants du droit de vote, il ramène une grande (mais oui) nation hétérogène à une petite communauté de semblables. A ce prix-là, il échappe certes (pour l'instant) aux raz-de-marée populistes voire fascistes, mais il continue à voir s'élargir la fourchette entre pauvres et nantis.

Les puissants de nos démocraties occidentales ont oublié l'option paradoxalement optimiste du pessimiste Schopenhauer: le corps électoral, en se remémorant que tous les individus participent de la même volonté originaire de l'univers, fait tomber les frontières individualistes et découvre la pitié. Oh non, il ne s'agit pas ici de la pitié charitable du christianisme, mais d'un véritable „mitleiden“, littéralement d'un souffrir-avec, que les véritables hommes d'Etat décryptent aussi dans le „Wielerwëllen“ et qui leur donne la légitimité d'œuvrer, au delà du score électoral brut, pour le bien de la cité entière.

La politique luxembourgeoise se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins: respecter le „Wielerwëllen“ en lui faisant violence ou bien satisfaire ce „Wielerwëllen“ en le caressant dans le sens du poil. Le triste spectacle des tractations politiciennes après les élections communales montrent malheureusement que la grande majorité des (ir)responsables politiques n'ont pas pu ou n'ont pas voulu comprendre l'urgence que le respect du „Wielerwëllen“ doit l'emporter sur sa satisfaction immédiate qui consiste à lui offrir du pain et des jeux. Car, quoiqu'en en disait Junker, la politique est bien devenue un jeu, et les résultats électoraux sont lus comme le score d'un match de football. Le vainqueur de la dernière rencontre ramasse toute la mise, et les idées à long terme en font les frais. Le „Politikerwëllen“ a fini par épouser le „Wielerwëllen“ et il en est devenu le „Wille zur Macht“. Le politicard satisfait le „Wielerwëllen“ et jouit du pouvoir pour son propre bien, alors que l'homme d'Etat respecte le „Wielerwëllen“ et utilise le pouvoir pour le bien de la cité. L'histoire nous a montré qu'il vaut mieux faire de la politique avec Tocqueville et Montesquieu qu'avec Nietzsche ...

Politique et utopie

Un couple paradoxal?

Franck Colotte

Les élections – quelles qu’elles soient – sont l’occasion de l’établissement d’un intense et souvent trop éphémère espace dialogique entre ceux qui prétendent à la gouvernance de la cité et ceux qui, dotés de l’arme électorale, sont censés présider à leur destin politique.

Elles sont synonymes d’un espoir de renouveau, d’une reconfiguration à géométrie variable de l’espace privé et public, et, idéalement, d’une refondation du monde. Elles sont souvent un moment d’ébullition porteur de projets, créateur d’une sorte d’énergie voire de synergie humaniste se fixant pour objectif d’améliorer la vie de la cité et des citoyens. Or, la part d’unité et de paix à construire par la politique se heurte non moins souvent aux limites et aux apories d’une société idéale. Politique et utopie constitueraient-elles donc un couple paradoxal voire antithétique? Ces deux entités ne se nourrissent-elles pas l’une de l’autre en sorte d’asseoir les fondements à la fois théoriques et sociaux d’un projet de grande envergure?

„Utopie“ est d’abord le nom d’une île lointaine dans l’œuvre éponyme du savant, juriste, théologien et homme d’État anglais Thomas More (1478-1535) dont l’influence s’est moins exercée sur l’évolution de la Réforme en Angleterre que sur la création d’un genre littéraire particulier: la description futuriste d’une société idéale. Le titre original de son œuvre la plus célèbre, construit d’après une racine grecque signifiant „lieu qui n’est nulle part“ – ou topos, est *De optimo rei publicæ statu, deque nova insula Utopia* („Au sujet de la nouvelle forme de communauté politique et de la nouvelle île d’Utopie“ – 1516). L’utopie a fini par devenir un mot de la langue courante; et „utopique“ se dit souvent d’un projet idéaliste dont la réalisation serait très souhaitable, mais qui est complètement irréaliste et impraticable. Dans le domaine de la théorie politique, les libéraux comme les socialistes attribuent à Thomas More la paternité de quelques-unes de leurs idées. Avec le dialogue sur la meilleure forme de gouvernement de l’*Utopie*, dont le livre second décrit en détail l’organisation de la vie communautaire des habitants d’une île imaginaire, et qui se présente comme un contre-modèle aux monarchies du début du XVI^e siècle, More a créé, en plus du mot lui-même, à la fois l’image d’une société idéale, un genre litté-

raire, et surtout un procédé philosophique ainsi qu’un nouveau philosophème, c’est-à-dire une proposition philosophique donnée comme système.

Avec la réception et l’évolution de ce terme, on a pu dégager des invariants – fermeture, différence avec le monde connu, gestion communautaire, et mettre en évidence, par l’analyse structurale des textes utopiques, l’agencement des différents niveaux de discours, l’importance de la notion d’espace et le mode fictif d’application d’une théorie sociale. Selon Raymond Ruyer, auteur de *L’utopie et les utopies* (P.U.F., 1950), l’utopie est un „exercice mental sur les possibles latéraux“: elle constitue une méthode philosophique qui se caractérise par le recours à l’imaginaire, par des „expériences contre-factuelles“ (Barbara Goodwin, co-auteure avec Keith Taylor de l’essai intitulé *The politics of utopia. A study in theory and practice* – Peter Lang, 2009), par un effort de reconstruction rationnelle de la société. D’un côté, l’utopie reste ancrée dans le texte délibérément ouvert de l’*Utopie*. De l’autre, par-delà les recherches sur les critères de sa définition – à savoir le contenu, la forme, la fonction, elle est comprise comme l’expression générale de „l’aspiration au mieux-être“, selon l’expression de Ruth Levitas, auteure de *Utopia as Method - The Imaginary Reconstitution of Society* (Palgrave Macmillan, 2013). L’utopie, qui désigne la „conjonction de la philosophie ou du concept avec le milieu présent“, peut jouer un grand rôle dans la pensée politique, et mérite d’être prise au sérieux. Étudier les relations entre utopie et politique ou philosophie de la politique, revient à se demander: en quoi l’utopie participe-t-elle au travail de la pensée? En quoi ce genre littéraire original et marginal peut-il devenir co-extensif au travail de la pensée – appliquée entre autres à la politique?

De la politeia à l’idéal politique moderne

La *politeia* est une notion concernant l’individu dans son rapport au collectif, en tant qu’il est membre de la *polis* (cité) ou qu’il aspire à l’être. Elle peut, en ce sens, désigner le droit de cité ou même la natio-

nalité; l’ensemble des droits et devoirs du citoyen; sa vie même, en tant que citoyen, au sein de la cité. Mais le terme désigne aussi l’ensemble des citoyens qui constituent une ville ou un État. *Politeia*, au sens politique, désigne la participation aux affaires de l’État, la constitution d’un État, un type de régime politique et, plus précisément, le gouvernement des citoyens par eux-mêmes. Considéré dans cette dernière acception, le gouvernement est au centre des réflexions théoriques sur la politique, en premier lieu sous la forme d’élaboration de constitutions: sous le titre de *Politeia (La République)*, Platon décrit une cité idéale dans laquelle le philosophe serait roi et le roi philosophe. Or, ce dernier, loin de se cantonner à la sphère des pures idées, tend à l’action politique dans la mesure où elle est pour lui une obligation. Une fois formé, il doit quitter, quoique à regret, les hautes sphères de la contemplation des Idées pour revenir faire la lumière dans les affaires des hommes: la justice en effet le pousse à servir l’État qui l’a fait libre, l’a nourri et lui a dispensé le savoir. Comme l’artisan, le philosophe est fort de son savoir technique, et il en fait profiter l’usager. De même qu’une technique est pratiquée en vue du bien de son utilisateur, de même le philosophe au pouvoir fait profiter ses concitoyens de son savoir, au lieu de le détourner à son usage personnel. La politique a donc un fondement moral lorsque le commandement est exercé non au profit de celui qui commande, mais en vue du bien de celui qui est commandé, même contre son opinion. À rebours de la politique des avides, qui cherche à flatter le peuple pour profiter des avantages du pouvoir, la politique du philosophe cherche en effet à rendre les citoyens meilleurs, et non plus riches. La politique a donc à charge de prendre soin de l’âme des citoyens. Les quelques éléments que nous venons de rappeler – nobles, généreux et idéalisés – sont à la base de la forme d’utopie politique qui nourrit depuis des siècles ne serait-ce que l’Europe occidentale. Or, Emmanuel Kant déjà, dans sa *Critique de la raison pure* (1781), qualifiait de „proverbial“ cet ordre politique platonicien fondé sur le droit et instituant le droit: „La République de Platon est devenue proverbiale, comme exemple prétendu frappant d’une perfection imaginaire qui ne peut avoir son siège que dans le cerveau d’un penseur oisif“. Selon Kant, le philosophe éminent de *La Répu-*

blique „nous laisse sans secours“ lorsqu’il affirme que pour que la cité soit gouvernée de façon idoine, il faut que les philosophes deviennent rois et que les rois soient des philosophes.

En conséquence, la politique peut-elle poursuivre des fins raisonnables et bonnes en elles-mêmes tout en étant synonymes de justice sociale, de sécurité individuelle, etc.? Peut-on suivre la conception platonicienne ou doit-on, au contraire, suivre l’opinion de Machiavel (1469-1527) enseignant que, si la politique est une question purement technique, il ne convient pas de l’examiner sous les rapports de la justice et de la morale, comme il le rappelle au début du chapitre VIII de son essai intitulé *Le Prince (Il Principe / De principatibus)*, écrit en 1513 et publié de façon posthume en 1532)? La conception de Machiavel conduit à l’idée que le pouvoir est arbitraire, c’est-à-dire qu’il ne peut être fondé en droit. Tous les pouvoirs politiques font pourtant valoir une légitimité. C’est à l’analyse de ce fondement légitime que s’attache le droit politique. Or, la conception moderne du droit politique est celle de l’État de droit laïque, définissant et limitant l’exercice du pouvoir par une Constitution. Cette conception s’exprime particulièrement dans la théorie du contrat social : l’autorité politique procède d’une convention passée entre les individus entièrement libres et égaux. La plupart des théories du contrat ont en commun de faire de l’organisation politique une création artificielle, conventionnelle des hommes, ce qui a une double conséquence : d’un côté, de ne plus identifier le politique au religieux ; de l’autre, de ne pas en faire un mode d’existence naturel des hommes (et ce contrairement à l’opinion d’Aristote qui qualifiait l’homme de „*zôon politikôn*“ – „d’animal politique“, par nature („*phuséi*“)).

Il est clair que les temps de Platon, de Thomas et de Nicolas Machiavel sont révolus, mais la question des rapports qu’entretiennent politique et utopie restent toujours d’actualité surtout à un moment où, dans de nombreux pays d’Europe, on cherche à moraliser la vie publique, on ré-

forme à tour de bras et tous azimuts dans l’idée (irréaliste?) de refonder l’homme et la société, où on cherche à redéfinir les bases de la démocratie ainsi que le rôle de

ses acteurs. Or, l’utopie est le rêve d’une société parfaite et définitive dans les limites de l’espace et du temps humains. Nous pouvons d’un côté penser que, née de la

conscience malheureuse et du sentiment profond de la finitude et de l’aliénation politiques, elle cherche à les nier ; de l’autre que, née du désir infini d’être et de perfection, elle tente au contraire de lui donner une configuration, une représentation concrète. Est-ce à dire que la politique ressemblerait donc à Janus, au dieu à la double face? Son seul visage serait-il celui du pouvoir acquis et conservé par la ruse ou par la force? Celui d’une triste et mesquine réalité? Répondre précisément à cette question nécessiterait un développement trop long, mais cela appelle deux séries de remarques. D’une part, pour Machiavel, le citoyen doit valoriser la vie active, civique aux dépens de la vie contemplative. Habité par le désir de gloire et de grandeur, le citoyen doit échapper à la corruption et agir pour la communauté. En articulant état d’urgence et réforme, dépassement des erreurs du passé proche et espoir d’un nouvel ordre à venir, la *virtù* machiavélienne devient ce qui permet à l’homme de résister à la *fortuna*. Dès lors que la fortune est déploiement de la violence – celle de la guerre extérieure comme celle des conflits intérieurs –, Machiavel entend donner au citoyen une possibilité de marquer sa place et

d’agir dans les bouleversements de l’Histoire, bref de la „repolitiser“. D’autre part, rappelons que l’éthique de l’écrivain et philosophe Albert Camus (1913-1960) se présente comme la quête (désespérée) de sens dans les cadres de cette Histoire. Le sens du monde vient de l’intérieur de l’être humain qui réclame la satisfaction de ses désirs de transparence et d’unité. L’éthique que propose Camus valorise la création d’une solidarité, d’une unité qui se mesure à hauteur d’homme. Les actions issues d’une telle éthique ont pour principal but de faire reculer les frontières du mal, de diminuer le malheur qui frappe de son sceau la condition humaine et de créer un peu de bonheur. Est-ce là une nouvelle utopie ou un éventuel programme politique pour demain?



1 „C’est l’utopie qui fait la jonction de la philosophie avec son époque“; „Le mot d’utopie désigne donc cette conjonction de la philosophie ou du concept avec le milieu présent: philosophie politique (peut-être toutefois l’utopie n’est-elle pas le meilleur mot, en raison du sens mutilé que l’opinion lui a donné)“ in Deleuze (G.) - Guattari (F.), *Qu’est-ce que la philosophie?*, éd. de Minuit, 1990. p. 95-96.

2 Kant (E.), *Critique de la raison pure*, Paris, P.U.F., 11e éd., 1986, p. 264.

3 Aristote, *Les Politiques*, I, 2 1253a, in *Œuvres complètes* (sous la direction de Pierre Pellegrin), Paris, Flammarion, 2014, p. 2325.

Elections et alternatives

La Grèce et le tirage au sort

Michel Decker

Après les élections municipales, la classe politique de notre pays se prépare pour les élections législatives de l'année prochaine. A voir tant de candidats, surtout dans les partis bien établis, se pousser au portillon pour en faire partie, laisse penser que les postes politiques de maire, de conseiller communal, de ministre ou de député ont un attrait tout particulier. Connaissant l'être humain, on peut supposer que tous ne sont pas mus par le besoin de servir leurs concitoyens en sacrifiant leur temps et leurs compétences pendant de longues années. Une exception constitue probablement les petits partis qui veulent encore changer quelque chose. Mais les générations de politiciens, de père en fils ou fille sont-elles dues à une générosité, un altruisme et une compétence héréditaires? Ou bien sont-elles plutôt le résultat de la légation d'un savoir-faire spécifique, de carnets d'adresses et d'ambitions, celles-là bien ancrées dans les gènes? Nous constatons en parallèle, une certaine lassitude de la chose politique auprès du peuple, lassitude qui se manifeste soit par un désintéressement complet, soit par des choix de protestation. Comme il est toujours utile, dans ce genre de réflexions, de se tourner vers l'histoire des êtres humains, regardons du côté des „inventeurs de la démocratie“, chez les anciens Grecs, comment eux ils ont abordé le problème des élections aux fonctions publiques. Et ce sera l'occasion de présenter un instrument vieux de plus de 2500

ans, une machine à voter qui nous surprendra par sa simplicité et son efficacité, le „klêrôtêrion“. Platon dit ce qui suit: „On admet qu'est démocratique le fait que les magistratures soient attribuées par tirage au sort, oligarchiques le fait qu'elles soient pourvues par élection.“ Et un autre grand philosophe grec, Aristote, d'ajouter (dans Politique VI), un siècle plus tard: „Voici le genre de mesures qui sont démocratiques: que tous choisissent les magistratures parmi tous, que tous soient magistrats de chacun, et chacun à tour de rôle de tous, que les magistratures soient tirées au sort, ou bien toutes, ou bien celles qui ne demandent ni expérience ni compétence.“



Fonctionnement de la démocratie athénienne

Paul Demont, professeur à la Sorbonne, nous apprend qu'Athènes, cité État comprenant toute l'Attique, avec des distances allant jusqu'à 70 km du centre, était organisée à l'époque archaïque en quatre tribus, sous la direction des nobles et des riches. Clisthène (508/507), l'un des „chefs du peuple“, transforme le système à partir des „dèmes“, villages ou communes où les citoyens sont inscrits à la majorité. Les dèmes, au nombre de 139, sont répartis en 30 groupes nommés trittyes. Chaque trittye comprend en général de 3 à 5 dèmes. Les dèmes sont regroupés en dix nouvelles tribus qui n'ont plus le même sens qu'avant: chacune est composée de 3 trittyes venant de trois parties différentes de l'Attique: ville, côte et intérieur. Les tribus étaient donc une composition ou un mélange artificiel des différentes parties de la cité. Chaque tribu envoie pour un an, par tirage au sort, 50 de ses membres à l'organe souverain de la cité, la „Boulê“ ou „Conseil des 500“. C'est à eux, pendant un dixième de l'année, de présider aux séances de l'Assemblée du Peuple et d'administrer la cité. Munis d'un pouvoir limité, ils assument les missions d'organisation et d'encadrement du fonctionnement des institutions. Cette réforme, dit Aristote, détruit les liens habituels du voisinage et de clientèle, et, dit Plutarque, manifestait une étonnante volonté d'union civique. Malgré quelques heurts, désormais la démocratie fonctionnait grâce à ce réseau à l'intérieur duquel les citoyens pouvaient se mouvoir, non plus comme clients des nobles, mais comme citoyens égaux. Les pouvoirs de la Boulê s'accroissent au cours du Ve siècle. Avec l'assemblée du peuple, réunie au moins tous les mois, et les Tribunaux populaires, tirés au sort chaque jour ouvrable à partir d'une liste de 6000 héliastes (membres des tribunaux), eux-mêmes tirés au sort pour l'année, la démocratie athénienne fonctionne bien, en très grande partie par le tirage au sort. A noter que sont peu à peu créées des indemnités pour la participation au Conseil, aux Tribunaux

et même aux Assemblées. Toutes les fonctions, dont les plus cruciales de la cité, n'ont pas été attribuées par tirage au sort, mais en fonction de la compétence. Il s'agit ici des trésoriers des fonds militaires et de la caisse des spectacles, de l'intendant des fontaines et, généralement, des fonctions militaires. Étaient cependant désignés par tirage au sort un nombre impressionnant de gens: 500 bouleutes (membres de l'assemblée), 10 trésoriers d'Athéna, 10 vendeurs, 10 receveurs, 10 comptables, 10 responsables de la ville, 10 surveillants des ports, 45 introducteurs de poursuites, 9 archontes et leur secrétaire qui tirent au sort les juges, 10 responsables des concours, etc. etc. Soit au total plusieurs centaines de magistrats tirés au sort chaque année, qui dans chaque charge ne pouvaient être renouvelés, sauf exception; auxquels il faut ajouter les 6000 héliastes déjà mentionnés, eux-mêmes répartis jour après jour entre les tribunaux par le sort.

Le klèrôtèrion

Parmi les plus de 30 000 Athéniens de sexe masculin, les candidats pour le tirage au sort étaient identifiés au IV^e siècle par des plaquettes d'identité en bronze, les pinakia, qu'on a retrouvés en abondance. Elles portent un nom, un patronyme et un démotique. Un peu comme nos cartes d'identité modernes qui ressemblent à des cartes de crédit. Comment s'en servait-on? C'est ici qu'intervient la très antique machine à tirer au sort, appelée klèrôtèrion et qui est représentée par l'illustration. Elle

est constituée d'un bloc en marbre avec des encoches permettant d'y introduire les pinakia, les plaquettes d'identité des candidats. Les encoches sont disposées sous forme de colonnes et de rangées bien régulières. Le nombre de colonnes correspond au nombre de tribus p. ex. qui participent au tirage au sort. Si toutes les 10 tribus participent, il faut 10 colonnes d'encoches. Le dispositif comprend encore un tube vertical qui permet d'y introduire des boules blanches et noires, au hasard. Et le fond du tube permet d'en faire sortir une boule à la fois. Chaque boule correspond à la rangée de plaquettes qui est visée. Une boule noire qui sort veut dire que la rangée de plaquettes concernée sera éliminée; une boule blanche par contre veut dire que la rangée concernée sera retenue et les plaquettes fichées dans les encoches indiquent les noms des élus. On introduit dans le tube autant de boules (noirs et blanches) que de rangées remplies avec les plaquettes des candidats, et autant de boules blanches que l'on veut obtenir de rangées d'élus.

Mis à part le fait que ce système implique un nombre impressionnant de citoyens dans les affaires de la cité (affaires dans le sens noble!), il rend également très difficile toute tentative de corruption du fait que les responsables sont souvent choisis au dernier moment par la machine à tirer au sort. Nous avons souligné que certaines magistratures athéniennes, notamment les plus importantes, sont restées électives. Il s'agit des fonctions financières et militaires, en particulier la stratégie, ce qui a permis à Périclès d'être réélu à 15 reprises. Et

ce qui a fait dire au grand Thucydide: „C'était nominale une démocratie, mais en fait, une magistrature (ou pouvoir) exercée par un homme exceptionnel.“ Cependant, malgré cette réalité beaucoup plus nuancée, l'assimilation entre démocratie et tirage au sort était acceptée de façon courante, étant donné le nombre de citoyens concernés.

Application moderne

Un tel tirage au sort serait-il une alternative de nos jours au système politique que nous connaissons? Constatons d'abord que les fonctions importantes pour lesquelles les Athéniens ont préféré recourir à l'élection parmi les plus compétents, c. à d. les secteurs financiers et militaires, sont couverts par des „autorités“ supranationales très puissantes et non soumises aux élections démocratiques. Nous pensons notamment à la Commission européenne et la fameuse Troïka d'un côté et à l'OTAN de l'autre. Comme de toute façon nos élus n'ont plus rien à dire de ce côté-là, on pourrait donc passer sans tarder à l'application du tirage au sort pour gérer nos cités de façon démocratique, selon Platon.

Et pour ceux qui sont d'avis qu'il faut laisser reposer les choses de l'Antiquité, il est utile de savoir que la maison d'édition Reclam met à notre disposition un petit recueil, attribué à Aristote, ayant comme titre „77 Tricks zur Steigerung der Staatseinnahmen“ (77 astuces pour augmenter les recettes de l'Etat). Sujet qui n'a sûrement



Les vérités alternatives

De surdités en absurdités

Jean Sorrente

Les campagnes électorales ont toujours un côté ubuesque: on fait semblant d'aborder les sujets sérieux, on s'efforce de donner des gages à toutes les composantes et à tous les acteurs de la vie publique, on drape d'alibis progressistes les réformes les plus ridicules, partout on se contente de ne changer que les étiquettes et on répète le mot d'ordre rousseauiste: „Écartons les faits!“

On ne va tout de même pas débattre du CETA, rendre les traités européens responsables de l'austérité, contredire les économistes et les financiers arrogants assis sur leurs lingots d'algorithmes, soutenir que partout où passe le FMI, on peut s'attendre tout ou tard à des représailles et à des mesures punitives contre le salarié et le contribuable. On ne va pas non plus humilier, dans leurs justes revendications, les mouvements féministes et accuser leur police idéologique de promouvoir l'épuration, ni froisser la communauté musulmane au nom de l'islamisme et indigner les islamo-gauchistes sous prétexte d'islamo-scepticisme. Mettons prudemment tous les sujets litigieux sous le boisseau, positivons et promettons des châteaux en Espagne. Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes, si l'énergie qu'on dépense et l'argumentation souvent hypersophistiquée qu'on déploie ne rendaient ces discours obscurs et inaudibles. Prenons l'exemple des réfugiés. Faut-il les accueillir à bras ouverts? La réponse est tantôt oui, tantôt non. La majorité des gens semble contre: ces étrangers qui viennent voler le pain des honnêtes gens, imposer leurs coutumes et leurs croyances, semer la terreur, etc. En attendant, passeurs, institutions ou administrations font de la migration un juteux marché: enfants exploités, femmes violées et prostituées, maltraitements, violences, c'est aussi la Méditerranée, mare nostrum, transformée en un immense cimetière. Les décideurs européens qui n'ont de leçon d'humanisme à recevoir de personne, promettent d'agir, mais ne font – presque – rien. Comme dirait Nietzsche, il n'y a pas de faits, seulement des interprétations.

C'est en l'occurrence le cas des sujets tabous, comme le gravissime conflit israélo-palestinien. Dans ce cas de figure qui, depuis des décennies hante la scène internationale, on préfère nettement le grand



Le calvaire des Rohingyas

écart et les acrobaties dialectiques. Faire passer une démocratie pour un ramassis de racistes et leurs ennemis, la charia sous le bras, pour des redresseurs de torts, est un tour de force qui ne peut être qu'admiré. D'un côté une politique de la colonisation à outrance, de l'autre une charte qui prône la destruction d'Israël. Là, une insolente tentation impérialiste, ici un mouvement inspiré des Frères musulmans, dont le grand idéologue, Sayyid Qutb, trouve la liberté ainsi que l'émancipation féminine tout simplement „bestiales“. C'est merveille. Le fondamentalisme, c'est comme l'hydre de Lerne, on a beau faire, on n'arrive pas à bout de ses immondes têtes carnassières. Remarquons tout de même le mystère qu'est le soutien militant qu'apportent, en Occident, les hérauts islamophiles à des mouvements ouvertement fascistes. Il faut reconnaître que, si le terrain est miné, l'imposture et le cynisme y trouvent aisément leur compte.

Il est vrai que la droitisation politique est générale, un peu partout ça se fascise furieusement. Les régimes fascistes, que par euphémisme on appelle autoritaires, ou ceux qui en prennent la tournure, ont de nouveau pignon sur rue. En Europe, aux États-Unis, en Amérique latine, en Russie, en Chine, dans les pays musulmans, c'est

le même refrain, gouvernants et gouvernés glissent, en connaissance de cause, vers la répression, l'oppression, la soumission volontaire. La question du droit, des droits humains, des libertés, du bien vivre, est devenue - a-t-elle jamais été autre chose - tout à fait accessoire. Tocqueville nous a prévenus: les régimes démocratiques peuvent eux aussi virer au despotisme. C'est alors le retour de l'intolérance, de la censure, de la bureaucratie tracassière et kafkaïenne. Dans les pays déjà gangrenés, le fichage de tout un chacun est devenu la règle, les arrestations arbitraires se multiplient, la torture se banalise, les condamnations iniques pleuvent comme à Gravelotte, le tout sécuritaire justifie les stratégies d'oppression et les états d'exception. En Turquie, le déni de justice va bon train. On l'observe dans la mise en coupe réglée de la presse et des médias, dans les poursuites engagées contre les journalistes, mêmes étrangers, ou leur assassinat. On ne tolère plus que la presse de propagande et de caniveau – c'est souvent la même chose –, à laquelle les réseaux sociaux, le „on“ anonyme planétaire, se plaisent à faire écho. D'où les déclarations à l'emporte-pièce de M. Donald Trump, les manœuvres tortueuses de M. Poutine au Proche-Orient, l'incroyable impunité dont jouit

M. Bachar Al-Assad, l'aveuglement volontaire au sujet de l'Arabie saoudite et de son dangereux wahabisme, les exactions délirantes de l'EI, la démence mégalomane de M. Kim Jong-un, la haine pour la haine des terroristes. Mais puisqu'il est question d'écarter les faits, remarquons que la réalité et son cortège de crimes sont vite revus et corrigés. Le principe de la vérité alternative est la dernière en date des trouvailles permettant d'anesthésier les consciences. Fake news ou hoax viennent remplacer par leurs hologrammes loufoques la cruelle réalité des forfaits. C'est alors que font florès les théories du complot et autres billevesées. Ainsi a-t-on pu lire que les États-Unis avaient voulu „liquider l'insurrection syrienne par l'intermédiaire des Russes et de l'Iran“ ou qu'ils „dissimul(aient) à peine la volonté de voir Bachar Al-Assad gagner la guerre“. C'était signé par un quarteron d'universitaires, dont on se demande s'ils ne reproduisaient pas purement et simplement les communiqués du Kremlin. Quand les verrait-on protester contre le calvaire des Rohingyas, cette pauvre communauté musulmane partout rejetée. La brutalité, notamment birmane, qui vire à l'épuration ethnique, révèle on ne peut mieux l'ordinaire

pusillanimité de la communauté internationale, malgré les crimes et la souffrance que l'on sait, à une époque où l'information circule à haut débit et où il n'est plus possible de rien taire. Il faut croire que les Rohingyas ont le grave handicap de n'être le porte-drapeau d'aucune cause. Dès lors pas de manifestations d'indignés, pas de hauts cris, pas de tapage anti Ang-Su-Khi, pas de complot américain à se mettre sous la main. Certes, on s'émeut, on se déclare préoccupé, on exhorte à la retenue, on souhaite des solutions à caractère humanitaire, mais, tandis qu'on élève à peine la voix au sujet des Rohingyas, on ne remue pas l'ombre d'un cil devant la liquidation orchestrée des chrétiens d'Orient. Il y a des victimes, comme l'écrit Yann Moix, dont le massacre prouve leur culpabilité. Le retour des régimes répressifs, la course aux mesures et lois liberticides, les épurations ethniques planifiées, ont ainsi trouvé leur argument d'autorité dans la lutte contre le terrorisme. À l'exercice souverain de la liberté, gouvernés et gouvernants préfèrent le ressentiment et l'intolérance qui n'est que coercition et soumission. C'est déjà ce qui étonnait La Boétie dans son Discours de la servitude volontaire: „C'est le peuple, écrit-il, qui s'asservit, qui se

coupe la gorge, qui, ayant le choix ou d'être serf ou d'être libre, quitte la franchise et prend le joug, qui consent à son mal, ou plutôt le pourchasse.“ C'est parce qu'il n'aime pas la liberté que le peuple collabore à sa propre sujétion. Michel Houellebecq, dans Soumission, n'écrit pas autre chose.

On rapporte pourtant qu'en Turquie, la société civile - mais pas la classe politique - se ressaisit et manifeste contre la confiscation de la démocratie, comme en Pologne et en Hongrie. On s'emploie aussi à rabaisser le caquet de Kim Jong-un. Les terroristes vont d'échecs en déroutes, à moins qu'il ne s'agisse là aussi que de fake news. En tout cas, Mossoul et Raqqa sont tombés, et le calife autoproclamé Al' Bagdhadi, qui promettait 500000 millions de morts dans le monde, aurait pris la fuite plutôt que de se sacrifier pour la cause. Peut-être est-il encore temps d'espérer un changement de cap pour un monde meilleur. Gageons que les suppôts du mal n'auront pas le dernier mot et qu'il en sera selon les versets du Psaume XXXVII: „J'ai vu l'impie exalté et élevé, / se dressant comme un cèdre du Liban, / puis je suis repassé, voilà qu'il n'était plus, / je l'ai cherché, on ne le trouvait plus!“



La Méditerranée transformée en cimetière

Chères questions et affirmations gratuites

Blabla local régional global

Paul Hemmer

Le local est actuel et changeant, le régional est plus durable, le global bouge au rythme des grandes régions, le cosmique est éternel.

Chaque individu a sa brève histoire et se sent le centre du monde. L'univers a sa longue histoire et personne ne sait où est son centre.

L'individu a raison, il est toujours au centre de son horizon. Celui de l'imbécile est plutôt étroit, celui de l'astrophysicien est large, limité seulement par la vitesse de la lumière.

L'horizon de l'astronome s'élargit au fur et à mesure qu'il découvre des étoiles de plus en plus lointaines. L'horizon de l'idiot ne bouge pas.

Entre l'individu et les astres se tissent des destins plus ou moins lourds de conséquences de villages, de nations, de continents, du globe.

L'électeur élargit-il son horizon? Il en aurait les moyens techniques: communiquer en temps réel sur le web est à la portée de toutes les bourses.

Mais l'horizon dans sa tête? Nos châteaux forts, en ruine puis restaurés, persistent dans nos têtes. La féodalité officiellement abolie survit dans nos gènes.

L'homme, s'il communique, construit un village, serait-il global. Ce village est sous la protection d'un seigneur, sous l'égide d'un roi ou d'un empereur.

Nous ne choisissons pas l'empereur, il s'impose dans les constellations géopolitiques du siècle. Nous choisissons les petits seigneurs.

Notre Europe s'est longtemps sentie le centre du monde et habilitée à

édicter des valeurs universelles. Elle est lente à abandonner cette mentalité européocentriste.

Nous ne sommes pas un continent, nous sommes un petit promontoire du continent eurasiatique dont l'empereur nous donne un très mauvais exemple.

L'importance de la politique locale? L'importance de la base d'une pyramide et celle du simple troufion. Les stratégies géniales et les tactiques subtiles échouent si l'action locale ne vaut rien.

Le web aidant, la patrie étant ce qui est familier, les jeunes se familiarisent avec le monde, mais le monde est-il déjà leur patrie? Se sentent-ils concitoyens du monde, cosmopolites?

Les solutions globales aux crises globales restent à appliquer localement et régionalement. Un projet global ne se réalise que dans les états-nations, mieux dans les régions-entreprises.

Rendre le pouvoir du roi aux aristocrates? Où sont les aristocrates? Jamais le pouvoir, le savoir n'a été aussi concentré que maintenant.

Google, Apple, Facebook, Amazon etc. sont des entreprises qui gèrent, par services interposés, plus de destins que n'en gère l'empereur.

Les politiciens normaux n'ont pas le gabarit pour gérer un continent. Qu'ils s'occupent de provinces à leur mesure.

Les régions centrées sur les bassins fluviaux, des sources à l'embouchure, sont des régions naturelles, leurs frontières suivant la ligne de partage des eaux.

En Mongolie, en pleine nature, pas

question de se laver dans la rivière. Il faut puiser une bassine et aller se laver cinquante pas plus loin....

En Nouvelle Zélande, les Maoris ont obtenu du parlement qu'un fleuve soit doté de personnalité juridique....

Ceux que nous appelons primitifs cultivent un sacré respect devant tout ce dont ils ont besoin pour vivre dans la nature qui les entoure, et cela me semble d'une intelligence irréprochable.

Ceux que nous appelons développés, par la révolution agricole, puis la révolution industrielle, transforment l'environnement sans trop de respect pour tout ce qui n'est pas rentable à brève échéance.

La révolution numérique et réticulaire que nous vivons actuellement est moins polluante, du moins pour l'environnement. Par l'information non contrôlée, elle pollue seulement notre esprit.

Respectons nos terres, leur eau, leur air, leur énergie, leurs flores et faunes, c'est nous respecter nous-mêmes. Elargissons nos horizons jusqu'à l'intelligence écologique.

Le premier et dernier problème local, régional et global reste la nature humaine, sa vision plus ou moins myope et son intelligence plus ou moins défailante.

Peter Sloterdijk propose un fil conducteur qu'il appelle un impératif absolu: agissons toujours en sorte
- de promouvoir un système de solidarité global,
- de remplacer la pratique du pillage par une doctrine de la protection globale,
- de ne pas retarder le virage nécessaire dans l'intérêt de tous.

Chroniques parisiennes

Jean-Luc Godard ou la chronique cinématographique d'une résistance

Clotilde Escalle

Un film de Jean-Luc Godard, destiné à la télévision, résultant d'une commande passée en 1986 par Pierre Grimblat en hommage à la collection de romans policiers Série noire pour TF1, a déboulé début octobre sur les écrans de cinéma comme un véritable ovni. Un de ces ovnis qui sonnent le glas d'une époque et semble porter en lui le sombre pressentiment que Godard énonçait lui-même, à savoir que le cinéma en appelle à sa propre disparition. Pour qui aime l'œuvre de Jean-Luc Godard, immense cinéaste, c'est ici une perle, un appel à l'intelligence et à la mélancolie, au désespoir aussi, tant le paysage cinématographique a évolué et nous ramène le plus souvent à la linéarité d'une histoire. Or, comme le disait Godard, le cinéma est une „affaire de montage“. Et toujours selon Godard: „Que veut l'art? Tout. Que peut l'art? Rien. Que fait l'art? Quelque chose.“ Ce quelque chose, en l'occurrence, c'est un film dont le titre veut tout dire: Grandeur et décadence d'un petit commerce de cinéma. Un film qui relate, à la manière obligée par la commande, c'est-à-dire façon film policier, les difficultés à faire du cinéma d'art. Ainsi le cinéaste Gaspard Bazin, interprété par le magnifique Jean-Pierre Léaud, fait passer sempiternellement des essais à des figurants, tandis que le producteur, Jean Almereyda, interprété par Jean-Pierre Mocky, tente de trouver les moyens de produire le film en question, quitte à aller chercher du côté de l'argent sale, ceci au péril de sa vie ? ce qui donnera la dimension policière voulue au film. Pendant ce temps, Eurydice, la femme du producteur, sublime Marie Valéra, passe des essais avec Gaspard Bazin, car elle veut faire du cinéma. Elle porte donc la part de rêve du cinéma, malgré toutes les difficultés pour en faire. Elle est une sorte d'ange, filmé amoureusement, un désir d'image.

Dissection du cinéma, donc, à partir de ce scénario qui montre les coulisses d'une



usine à rêves. L'équipe, les techniciens, les figurants pris à l'A.N.P.E. sont le contrepoint nécessaire à une telle entreprise. La ronde des figurants chargés de dire, l'un après l'autre, en passant devant la caméra, des bribes d'une phrase de Faulkner, ronde à l'infini, chacun avec sa personnalité, rompant le rythme établi de la phrase, se déroule avec une lenteur hypnotique. A la fin les mots semblent éclater, nous les portons comme jamais en nous, le visage de chacun imprimé de façon irrémédiable, ces figurants, ces anonymes, dont la voix et les visages résonnent de manière kinesthésique. C'est cela le cinéma, cette poésie et cet engagement auprès du réel. Et que dire de l'hybridation des territoires, cette façon de filmer qui engage divers espaces, dont celui de l'art contemporain – beaucoup de plasticiens se sont inspirés de l'œuvre de Godard. Et ce son saturé, ces acteurs qui déclament puis murmurent. Tout cela nous oblige à lâcher nos repères pour nous immerger dans l'art. Musique et image, montage, le cinéma de Godard s'affranchit des dogmes. Il nous fait penser que l'art par nature est en crise. S'il ne l'est pas, c'est qu'il est mauvais. Alors que dire du cinéma, aujourd'hui, selon cette conception de l'art? De cette industrie qui

fabrique quinze films à la semaine, du loisir jusqu'à saturation? Que veut dire faire du cinéma? Qu'interroge-t-on de ce médium, aujourd'hui? Un film porte la forme et le fond en lui, et jamais un cinéaste n'est allé aussi loin que Jean-Luc Godard, qui nous fait nous demander ce que le cinéma a changé de l'art. Il le fait avec une grande beauté lorsqu'il s'agit de filmer Eurydice, qui a la grâce des héroïnes des films en noir et blanc. Car le cinéma porte aussi cette mémoire-là, du muet, une mémoire qui lui permettait d'interroger les utopies du monde. C'était une époque, celle de la Nouvelle Vague. Ces films-là existaient sûrement, et devant les blockbusters américains qui commençaient à fleurir sur les écrans européens, on se disait qu'il en fallait pour tous les goûts, du moment que les nôtres étaient affichés. Or aujourd'hui ces blockbusters ont envahi les écrans et malgré la profusion de films, on y trouve plus difficilement son compte. Quant aux films d'art et d'essai, leur qualité est souvent à ce point consensuelle que les complexes de cinéma se les disputent, comme de nouveaux mânes. Et les véritables salles d'art et d'essai sont désertées, car le cinéma expérimental est en voie de disparition. Aux gens qui ont aimé et aiment Godard, on leur a reproché d'être élitistes. Qu'en penser aujourd'hui, à ce niveau de formatage si poussé que plus personne ne sait vraiment quel film aller voir, tant ils se ressemblent? En voyant ce film de Godard, j'ai découvert l'écart entre l'idéal du cinéma et notre époque. Et je me suis dit que la page était tournée, avec une mélancolie godardienne. Nous sommes aujourd'hui les otages de modes de production et pour ne pas prendre des vessies pour des lanternes il faut une sacrée résistance. Et je me dis aussi que, la roue tournant, il est évident qu'un jour on reviendra au cinéma dit expérimental. Lassés des histoires, il nous faudra réinterroger le monde, les modes de représentation, cet art qui sert à quelque chose, même s'il ne peut pas tout.

Je dis ça, je ne dis rien

D'un baroque à l'autre

Enrico Lunghi

„Kunst macht sichtbar“ (Paul Klee)

Près des Fondamenta Nuove à Venise, dans un quartier resté jusqu'à récemment encore à l'écart des hordes touristiques et de la gentrification galopante, se trouve l'église Santa Maria Assunta, dite des Gesuiti.

De fondation plus ancienne, elle fut entièrement remaniée au début du 18^{ème} siècle sous l'impulsion de la puissante famille Manin, et présente aujourd'hui une unité baroque d'une rare cohérence. Si la façade, due à G.B. Fattoretto, ne se distingue pas par une élégance particulière malgré sa plasticité sculpturale sophistiquée, l'intérieur, conçu par l'architecte Domenico Rossi, frappe d'emblée par sa clarté monumentale et l'efficacité de son appareil décoratif qui semble avoir jailli d'un seul trait.

Le plan est simple, à croix latine avec trois chapelles de chaque côté de la grande nef et une de part et d'autre du chœur. Pourtant, c'est l'impression de mouvement qui domine dans l'ensemble et dans le détail. Le sol est à motifs géométriques, mais la disposition des carrés imbriqués crée comme une aspiration dès que l'on franchit le portail. Sur les côtés, le rythme des pilastres, se terminant par des bandeaux dorés, est accéléré par les petites saillies de l'architrave continue et qui, à la croisée du transept, se plie vers l'intérieur: ce mouvement étonnant propulse le regard vers le chœur. Les chapiteaux plats ornés de feuilles jaillissantes, les balconnets supportés par des trompes en éventail, et surtout l'hallucinante fausse tapisserie en incrustations de marbre vert et blanc qui recouvre les surfaces planes contribuent à stimuler l'œil en permanence et lui interdire tout repos.

Les dorures, parcimonieusement réparties dans l'élévation, se déploient en toute gloire dans la voûte à berceau, qui est entrecoupée de

larges lunettes aux courbes élégantes et éclairée par de grandes fenêtres hautes. Là-haut, les médaillons illustrés, les moulures et les reliefs composent une fougue musicale symétrique en trois tons principaux, blanc, vert et or, et accompagnent le spectateur dans sa marche vers le fond de l'édifice.

Les piles de la croisée abritent chacune de grandes et magnifiques sculptures des Archanges Michel, Gabriel, Raphaël et Sealtiel, réalisées par Giuseppe Torretto, qui, par leurs postures énergiques, semblent défier la rigueur architecturale qui les abrite. Puis, devant le presbytère, se dresse l'autel majeur, véritable condensé d'esprit baroque. L'édicule, dessiné par Giuseppe Pozzo, tout en courbes et contrecourbes, possède dix colonnes torsadées qui, par leur groupement et leur disposition en quadrilatères irréguliers au sol, augmentent la tension visuelle du chœur. Elles portent une coupole revêtue d'écailles qui fait écho à celle de la croisée mais qui par une ouverture laisse passer les rayons du Saint-Esprit pour symboliquement illuminer le tabernacle orné de lapis-lazuli sur lequel trônent Dieu et le Christ juchés sur un globe porté par deux anges. La base de cet extraordinaire baldaquin repose sur un tapis en marbre qui semble couler sur les marches en pierre qu'il recouvre, et qui décline, avec grande virtuosité, la gamme entamée par la fausse tapisserie des murs. Sans même parler des superbes

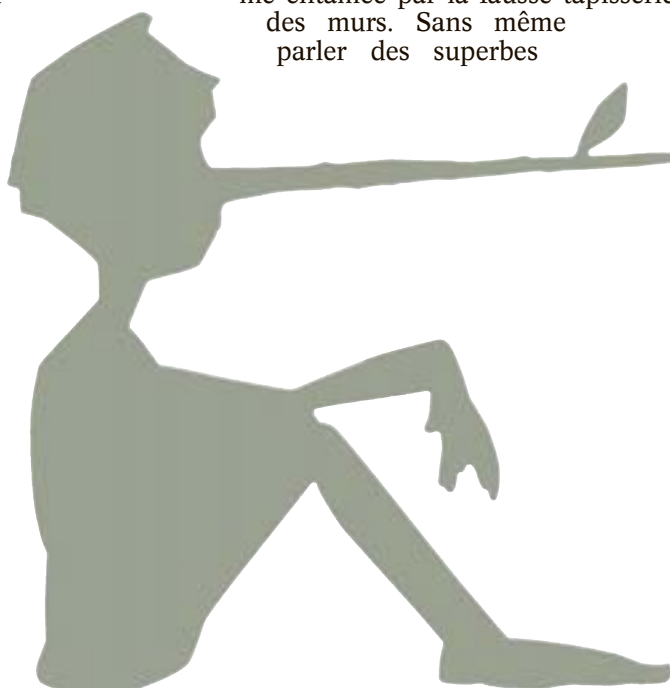
œuvres picturales qu'elle abrite - le Martyre de Saint Laurent, magnifique chef-d'œuvre tardif du Titien dans la première chapelle latérale gauche, ou le cycle de l'Invention de la Vraie Croix du Tintoret dans la sacristie - cette église me fascine à chaque fois en tant que véritable machine à extases.

Toute la mécanique visuelle du baroque y contribue: le mouvement, le contraste et l'illusion. La raison de cet art consiste à déraisonner le spectateur en lui faisant perdre ses repères. L'abondance des détails n'est pas là pour l'écraser mais pour l'égarer. Et si, en plus, comme cela m'est déjà arrivé, un morceau d'orgue de J.S.Bach résonne au même moment, les sens n'y tiennent plus et l'esprit se laisse emporter par cette déferlante de sublimes impressions.

Le raffinement dans cette entreprise, aux Gesuiti, est extrême: en effet, la voûte est constellée de pastilles réfléchissantes, pratiquement invisibles. En déambulant dans la nef, on perçoit, presque inconsciemment, une sorte de scintillement, et c'est en cherchant attentivement à en déceler l'origine qu'on décèle ces petits ronds de lumière. C'est un peu comme les images subliminales dans un film.

Je n'ai trouvé, à ce jour, aucun guide de Venise qui mentionne ces pastilles, preuve supplémentaire de leur subtilité, peut-être même de l'esprit manipulateur qui les a conçues. En effet, il ne faut pas oublier que l'ordre des Jésuites a vu le jour dans le contexte de la Contre-Réforme, à laquelle il a apporté un soutien significatif. Ce n'est, bien sûr, pas l'église catholique qui a inventé l'art baroque pour garder dans son giron les âmes pouvant se laisser égarer par les mouvements schismatiques en misant sur les émotions et non sur la raison.

Ce sont les successeurs des maîtres de la Renaissance qui l'ont mis au point, découvrant la puissante force d'évocation des images dynamiques après avoir exploré pendant près de deux siècles les tenants et les aboutissants de la perspective linéaire et de la composition équilibrée, entre autres acquis de leur temps - ils auraient certainement adoré pouvoir utiliser des écrans programmables comme le fait la publicité aujourd'hui. Or cet art nouveau vint à point nommé pour servir la stratégie de l'Eglise romaine à une époque où, même si les Lumières se profilaient





à l'horizon, ce dernier ardaït encore surtout des lueurs dues aux bûchers à sorcières. Située à proximité, mais se présentant, elle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans une nudité austère évoquant la retenue médiévale, l'église désacralisée de Santa Catarina abrite cette année, dans le cadre de la biennale des arts visuels, le pavillon écossais. L'artiste Rachel Maclean, dont le Casino Luxembourg avait en 2015 montré plusieurs œuvres, l'occupe avec une seule projection vidéo, *Spite your face*, qui nous fait assister à une sorte d'opéra baroque époustoufflant. L'histoire est celle d'un petit garçon - Pic - pauvre, crasseux et malade qui mendie dans les rues sombres d'un monde sans espoir et qui rêve d'une vie meilleure. Cela lui est rendu possible par une fée - une sorte de Sainte Rita, patronne des causes désespérées et des artistes - qu'il rencontre dans une église et qui le propulse dans un univers lumineux, propre et luxueux. Mais, dès qu'il ar-

rive dans cette cité dorée, il est obligé de mentir pour sauver sa peau. Dès lors, son nez s'allonge.

La référence à Pinocchio est, bien sûr, évidente et volontaire. Pic devient alors rapidement la star de ce petit monde, en se faisant le promoteur d'un parfum, (un)Truth qui est censé gommer toutes les imperfections – en apparence du moins, dans un monde de mensonges et d'illusions. Et le nez de Pic s'allonge de plus en plus, jusqu'à ce que la fée, dans une scène mêlant onanisme, cruauté et vengeance, le lui coupe. Pic doit alors, pour préserver son rang dans cette société qui l'a porté au sommet, se parer d'un postiche, ce qui n'arrange rien et il finira, en fin de compte, par retomber dans le monde triste et crade duquel il est issu.

Tout en utilisant une esthétique et une mise en scène baroques, avec une profusion de costumes et des références aux comédies musicales, et en faisant largement ap-

pel aux techniques d'imagerie digitale, Rachel Maclean, qui comme toujours, joue elle-même tous les rôles de ses personnages, nous livre ici un conte philosophique inspiré par l'accession à la présidence de Donald Trump, dans laquelle, tout le monde le sait, les mensonges et les illusions ont joué un grand rôle. Mais le plus saisissant, dans cette narration menée tambour battant, est qu'elle ne laisse aucune porte de sortie: le film en effet, d'une trentaine de minutes, tourne en boucle, Pic passant continuellement d'un monde à l'autre, sans alternative aucune.

Ainsi, *Spite your face* ironise sur une réalité totalisante mais fondée sur le paraître, superficielle et creuse, à laquelle rien ne permet d'échapper, et qui, d'une certaine façon, correspond à l'idée d'un monde baroque voulue en d'autres temps, d'avant la globalisation, où cependant existaient encore une multiplicité de visions et des paysages plus ou moins vierges à conquérir.



Der Dirigent Thomas Hengelbrock im Gespräch

„Ich gehe jetzt viel radikaler mit Bach um.“

Alain Steffen

Kulturissimo: Herr Hengelbrock, Sie haben 1995 das Balthasar-Neumann-Ensemble gegründet. Vorher waren Sie Musiker beim Concentus musicus

Wien. Wieviel Harnoncourt war denn in den Anfangsjahren im Ensemble?

Thomas Hengelbrock: Was mir damals und heute noch immer sehr wichtig war und ist, und was ich direkt von ihm übernommen habe, das ist seine große Überzeugung, dass Musik eine wirkliche Sprache ist. Und auch wie eine Sprache behandelt werden muss. Harnoncourt versuchte immer, mit der Musik eine Geschichte zu erzählen und legte sehr viel Wert auf den narrativen Charakter mit direkten, sich wechselnden Emotionen. Die Musik musste lebendig sein, musste intensiv und kommunikativ sein, eben wie eine richtige Sprache. Und so intensiv wie er hat kein anderer diese Position verfochten. Und

nander unterschieden. Obwohl Harnoncourt ganz gerne in den gleichen Topf wie beispielsweise Frans Brüggen oder John Eliot Gardiner geworfen wurde, konnte man diese drei Interpretationsstile gar nicht miteinander vergleichen.

„k“: Wenn Sie jetzt einen Bogen schlagen müssten, sagen wir, von den zögerlichen Anfängen der historischen Aufführungspraxis in den siebziger Jahren bis zum heutigen Tag, was hat sich in Ihren Augen grundlegend verändert?

Th. H.: Zunächst muss man einmal festhalten, dass es in Deutschland Anfang der achtziger Jahre sehr viele Ensemblegründungen gegeben hat. Aber nicht nur historische Ensembles, nein, sondern auch Ensembles für zeitgenössische Musik wie das Ensemble recherche, ensemble aventure oder das Ensemble Modern. Das war damals eine Zeit des Aufbruchs, was an sich nichts Außergewöhnliches ist, denn sol-

che Zeiten der Veränderung hat es in der Musikgeschichte immer gegeben. Sehr viele der damals jungen Musiker gingen neue Wege, danach kamen aber wieder viele Jahre, wo nichts Neues geschah, wo diese Ensembles sich aber weiterentwickelten. Und heute haben diese Musiker eine Karriere von dreißig, fünfunddreißig Jahren hinter sich. Die neue Generation von Interpreten und die etwas älteren, zu der ich gehöre, versucht heute, noch freier und phantasievoller mit dem musikalischen Material umzugehen und oft Querverbindungen zu anderen Künsten und Kunstformen herzustellen. Man muss aber auch sagen, dass es sehr viele Musiker gibt, die zwar auf alten Instrumenten spielen, sich aber nicht mehr mit den Quellen auseinandersetzen und nicht mehr diesen Impuls haben, selber zu forschen. Ich erinnere mich noch sehr gut, wir haben nächtelang in den Bibliotheken gesessen und uns altes Material angeschaut und Noten abgeschrieben. Heute ist das alles natürlich viel einfacher, alles ist in den online-Datenbanken relativ problemlos verfügbar. Das führt dann allerdings auch zu einer gewissen Verflachung der Interpretationen, weil eben, so meine ich, dieses wesentliche Gefühl des Forschens, der Neugierde und des Pionierdrangs dadurch etwas verlorengegangen ist.

„k“: Was hat denn die historische Aufführung für die Rezeption der verschiedenen Komponisten bedeutet?

Th. H.: In diesen ersten dreißig Jahren wurde quasi alles auf den Prüfstand gestellt und hinterfragt. Gesualdo ebenso wie Verdi, Bach ebenso wie Wagner und Haydn ebenso wie Schumann. Es waren

diese forschenden und alles in Frage stellende Musiker und Dirigenten, die letztendlich neue Richtlinien vorgaben die man als Interpret heute nicht mehr ignorieren kann.

„k“: Wie hat sich beispielweise Ihr Bach-Bild in diesem Sinne im Laufe der letzten zwei, drei Jahrzehnte verändert?

Th. H.: Es hat sich sehr verändert! Ich mache die Passionen heute ganz, aber wirklich ganz anders als am Anfang. Früher ging ich viel naiver und distanzloser mit den Passionen um. Je mehr ich mich aber damit beschäftigt habe und je näher mich die Forschung und die Auseinandersetzung mit dem theologischen Hintergrund zum musikalischen Kern führte, umso öfter stellte ich mir die Frage: Wie kann ich diese wunderbare Musik mit diesem grauisigen Text den Menschen heute nahebringen? Ich gehe jetzt sehr viel radikaler mit Bach um.

„k“: Radikal in welchem Sinne?

Th. H.: Ich denke, das theatralische Moment der Passionen und auch der Kantaten stehen für mich momentan im Vordergrund. Diese Werke sind schon verdammt nahe an der Oper. Und ich denke, so müssen sie auch behandelt werden. Zu Bachs Zeiten und im frühen 19. Jahrhundert wollte man davon nichts wissen, was vielleicht auch eine Erklärung dafür ist, dass diese Passionen nach Bachs Tod kaum noch aufgeführt wurden und erst später durch Mendelssohn und Schumann wiederbelebt wurden. 1829, also hundertzwei Jahre nach der Uraufführung von 1727 erklang zum ersten male wieder die Matthäuspassion unter Mendelssohns Leitung. Die Johannespassion hat er aber nie angerührt. Das tat Robert Schumann 1851, auch genau hundert Jahre nach der letzten Aufführung 1749. Beide Komponisten haben aber ihre eigenen Fassungen dirigiert. Ich will Bachs Musik fühlbarer machen und nicht nur zeigen, wie sie mit dem originalen Instrumentarium klingt. Es geht mir auch um den Inhalt. Und da fließen dann auch neue theologische Erkenntnisse, z.B. über die historische Figuren Jesus und Pilatus mit ein, auch wenn Bach das damals nicht gekannt hat. Beides sind ja sehr komplexe und z.T. widersprüchliche Persönlichkeiten. Und es gibt in Bachs Johannespassion schon ein großes Gewaltpotential, das ich auch gerne zeigen möchte.

„k“: Mendelssohn hat die Matthäuspassion ja mit einem riesigen Chor von 150 Mitwirkenden aufgeführt. Glauben Sie, dass Mendelssohn und auch Schumann den Grundstein für dieses romantische Bach-Bild gelegt haben, dass wir ja bis zu Richter, Joachim und Karajan kannten?

Th. H.: Mendelssohn sicher mehr als

Schumann. Bei Mendelssohn wird die Passion zu einem gutbürgerlichen Wohlfühlstück, während Schumann mehr auf dramatische Akzente setzte, sich also damals schon näher an den Interpretationskonzepten befand, wie wir sie heute sehen. Natürlich hat auch die Zeit, als die Bachrenaissance Mitte des 19. Jahrhunderts beigetragen, dass man die Musik romantischer spielte.

„k“: Die Erkenntnisse und die Erfahrungen der historischen Aufführungspraxis lassen Sie ja auch in Ihre Arbeit mit dem NDR Elbphilharmonie Orchester einfließen.

Th. H.: Wichtig war mir, dass alle Musiker irgendwann einmal in Kontakt mit den historischen Instrumenten kommen, also mit den Vorläufern der Instrumente, die sie heute spielen. Alle Hornisten meines Orchesters haben auf den Wiener Hörnern und den Naturhörnern, alle Trompeter haben auf Naturtrompeten gespielt und für die Streicher gab es Projekte mit Darmsaiten und Barockbögen. Einfach nur, um das Gefühl für diese Instrumente und diesen besonderen Klang zu bekommen. Aus Erfahrung weiß ich, dass es in jedem Orchester sehr interessierte Musiker gibt, aber auch andere, die sich nicht so auf solche Projekte einlassen wollen. Deshalb war es mir wichtig, dass wirklich jeder damit in Kontakt kam.

„k“: Genau eine solche musikalische Reise haben Sie ja anlässlich des Eröffnungskonzerts der neuen Elbphilharmonie in Hamburg dirigiert. Da gab es im zweiten Konzerteil Musik aller Stile, von Alter Musik bis hin zur zeitgenössischen Werken. Sie spielten dieses Konzert ohne Zwischenpausen, in anderen Worten die verschiedenen Werke, ob alt oder neu, gingen nahtlos ineinander über.

Th. H.: Ja, wir wollten ja auch zeigen, dass die Elbphilharmonie ein neues Haus ist, ein Haus das der Zukunft verpflichtet ist und trotzdem ein Zentrum aller Stile und Musikrichtungen sein soll. Und das sollte auch unser Programm zeigen. Nicht nur Altbekanntes spielen, sondern ein Programm mit neuen Ideen zusammenzustellen und in dieser Hinsicht auch Signal zu setzen, das war unser Ziel. Die sogenannten Blockbuster kamen dann danach.

„k“: Glauben Sie, dass man solche neuartigen Programme öfters machen sollte?

Th. H.: Auf jeden Fall. Ich finde, das altdiente Modell mit Ouvertüre, Konzert, dann Pause und danach die Symphonie darf nicht das einzige Modell sein. Es sollte bleiben, auf jeden Fall, aber wir sollten auf jeden Fall versuchen, neue Wege der Programmgestaltung zu gehen. Man hat so unendlich viele Möglichkeiten, die leider viel zu selten genutzt werden. Und auf die Dauer ist es auch eine Unterforderung des

Publikums. Als Musiker haben wir ja auch eine Aufgabe, und die besteht sicherlich nicht darin, immer wieder gleiche Programme zu wiederholen. Das war nie der Sinn der Kunst und das darf es auch nicht werden. Ich habe schon immer sehr unorthodoxe Programme angeboten, wie auch viele meiner Kollegen, und ich kann nur sagen, dass sie meistens immer sehr gut beim Publikum angekommen sind.

„k“: Neues oder Anderes zu machen stößt aber auch immer auf Ablehnung und Kritik. Wie beispielsweise Ihr Bayreuther Tannhäuser, bei dem viele nicht mitgehen wollten.

Th. H.: Wenn Sie sich trauen, etwas Neues zu machen, gerade in einer altwürdigen Institution wie Bayreuth, dann müssen Sie damit rechnen, dass Sie auf Gegenwehr stoßen und dass verschiedene Leute auf Sie einprügeln. Auf der anderen Seite hätte ich es sinnlos gefunden, nach Bayreuth zu gehen und dann dort business as usual zu machen. Das Orchester, das muss ich sagen, hat nach anfänglicher Zurückhaltung dann schließlich doch ganz gut mitgemacht. Die vierte und fünfte Vorstellung waren dann wirklich ganz toll. Das war flüssig, das war transparent, das hatte Atem und es hatte trotzdem viel Kraft, so dass dieser Tannhäuser für mich eine wirklich tolle Erfahrung war. Wenn Komponisten immer nur das schreiben würden, was gerade in dem Moment den Leuten gefällt und wenn wir Interpreten immer nur Konzerte machen würden, die in allererster Linie nur schön und konsumierbar wären, dann würde die Musik und die Musikgeschichte ja stehenbleiben.

„k“: Muss man sich als Dirigent heute anderen Aufgaben- und Interpretationsfragen stellen, als noch vor fünfzig Jahren?

Th. H.: Ich denke schon, also ich tue es auf jeden Fall. Das hängt natürlich auch davon ab, wo man arbeitet. Als Chefdirigent habe ich ganz andere Aufgaben wie als Gastdirigent. Hier ist meine Aufgabe auch sehr kulturpolitisch definiert, d.h. ich dirigiere nicht nur, sondern muss mich mit dem Intendanten und anderen Leuten absprechen; ich muss mich mit vielen internen Dingen beschäftigen, zu dem auch die Programmierung gehört. Als Gastdirigent komme ich irgendwo hin und meine Aufgabe ist es, eine Symphonie fertig zu polieren. Beim Balthazar-Neumann Ensemble wird unwahrscheinlich viel Wert auf das Stück selbst und auf das Studium der historischen Quellen gelegt, damit man möglichst nahe an die Wahrheit kommt. Das ist eine Arbeit, die in die Tiefe geht und vom Dirigenten auch viel persönlichen Einsatz und Interesse verlangt. Und letztendlich ist es doch gerade das, was unsere Arbeit so reich und schön macht.



Viel gewollt - nicht alles erreicht

Offenbachs „Contes d'Hoffmann“ neu im Trierer Theater

Martin Möller

ArtEO Photographie (Edouard Olszewski)

Das Trierer Theater befindet sich im Stadium eines Schwerkranken, der seiner Genesung entgegengeht. Wo bei der Heilungsprozess nicht geradlinig verläuft, sondern durchaus Höhen und Tiefen hat.

Fest steht: Die Kündigungswelle von Abonnenten, die durch die Theaterpolitik von Ex-Intendant Karl Sibelius zutiefst verärgert und teils regelrecht verstört wurden, konnte gestoppt werden und hat sich derzeit sogar ins positive Gegenteil verkehrt. Triers Generalmusikdirektor (GMD) Victor Puhl erklärt intern, man habe die Abo-Zahlen der Ära Weber, also der Saison 2015/16 wieder erreicht.

Dabei haben sich die Probleme am Trierer Augustinerhof - seit dem Neubau 1964 Sitz des Theaters - keineswegs erledigt. Etliche Altlasten bestehen weiter, die mit den Missgriffen der ehemaligen Intendanz Sibelius wenig zu tun haben. Der offensichtliche Sanierungsbedarf des Hauses ist derzeit in der Öffentlichkeit und wohl auch in den Gremien nur noch am Rand ein Thema. Und weil Intendant Manfred Langner erst in der Saison 2018/19 sein Amt antritt, befindet sich das Haus zurzeit in einer Art Sandwich-Position.

Für die Zwischenzeit hat eine Leitungskommission das Zepter übernommen. Sie besteht aktuell aus Generalmusikdirektor und Operndirektor Victor Puhl, Tanz-Dramaturgin Waltraud Körver, Verwaltungsdirektor Herbert Müller, dem technischen Leiter Peter Müller, Chefdisponent Marius Klein-Klute und Schauspiel-Direktorin Caroline Stolz.

Dabei hat die Verteilung der Aufgaben auf immerhin sechs Schultern keineswegs nur positive Aspekte. Offenbar erwartet zumindest ein Teil der gut 200 Beschäftigten sehnsüchtig den Einstieg von Intendant Langner. Nach wie vor gilt: Das Trierer Theater gewinnt erst allmählich seine ur-

springliche Produktivität zurück.

Auch die Eröffnungsproduktion des Musiktheaters gibt nicht unbedingt Anlass zu bedingungsloser Begeisterung. Eins, und zwar etwas der Wichtiges, wurde in der Premiere allerdings deutlich: Die Schockstarre des Publikums angesichts der weitgehend publikumsfremden Spielplanpolitik von Sibelius löst sich ganz offenbar auf. So hatte die Premiere etwas von einer Versöhnungsfeier. Keine Frage: Der heftige Beifall war mehr als die Zustimmung zu irgendeiner Premiere. Auch wenn noch nicht alle 622 Plätze besetzt waren: Mit „Hoffmanns Erzählungen“ von Jacques Offenbach haben das Trierer Musiktheater und sein Opernpublikum wieder zueinander gefunden.

Die Akteure auf und hinter der Bühne hatten alles daran gesetzt, das Publikum mit dem Theater zu gewinnen. GMD Victor Puhl und Regisseur Thilo Reinhardt stützen sich auf eine aktuelle Neufassung dieser heiklen Oper mit ihrer diffusen Quellenlage. Ein Großteil der Sängerinnen und Sänger wurde aus dem Haus besetzt - ein Beleg für die Leistungsstärke des Trierer Opernensembles. An der Ausstattung (Katharina Gault/Paul Zoller) hatte man sichtlich nicht gespart. Und der erneut kräftig verstärkte Opernchor (Angela Händel) wuchs sich aus zur prachtvollen Klangkulisse.

Es gab allerdings auch Gründe zu verhaltener Skepsis. Thilo Rheinhardt und Victor Puhl nehmen diese Oper so wichtig, dass am Ende das Wichtigste fehlt: die dramaturgische Stringenz, die gezielte Sparsamkeit der szenischen Mittel. Allein die Überlänge im mehr als zweistündigen ersten Teil hätte zur Vorsicht warnen müssen. Vor allem der Einleitung und vor allem im „Olympia“-Akt hätte der Rotstift sicherlich nicht geschadet.

Die Überfülle von (an sich einfallsreichen) Einzelheiten trägt nicht bei zur Klärung der Handlung. Das Gegenteil tritt ein: Auf

der Bühne spielt sich einer Summe von Episoden ab, oft operettenhaft komisch, aber meist ohne einen roten Faden.

Wie gut, dass in dieser Situation Stimmqualitäten und Bühnenpräsenz der Akteure stimmen. Hugo Mallet ließ in der Pause zwar verkünden, dass er plötzlich indisponiert sei, bot aber trotzdem einen Hoffmann von Format: ein sicher geführter Tenor mit einer hellen, sehr französischen Klangästhetik. Contratenor Fritz Spengler lieferte in seiner Dreifach-Rolle (Muse, Nikolaus, Antonias Mutter) wieder einmal eine Glanzpartie. László Lukács, der völlig zu Unrecht von einem einzelnen Besucher ausgebuht wurde und sich dafür etwas unfein bedankte, erwies sich sogar in vier Rollen (Lindorf, Coppélius, Doktor Mirakel, Dappertutto) als sattelfest. Und Bonko Karadjov, gleichfalls in vier Rollen präsent (Nathanael, Spalanzani, Frantz, Pitichinaccio), gab vor allem dem Diener Frantz Prägnanz und Leichtigkeit zugleich mit; (weitere Akteure: Pawel Czekala, Germán Enrique Alcántara und Svetislav Stojanovic).

Auch die Besetzung der weiblichen Hauptfiguren war ein Erfolg. Frauke Burg gab der Olympia gezielt seelenlosen Koloraturglanz mit. Bernadette Flaitz (Giulietta) gelang es schließlich, ihrer prachtvoll schweren Stimme Offenbachsche Eleganz mitzugeben. Und Eva Maria Amann sang sich zunächst verhalten, dann immer intensiver in die verzweifelte Todesnähe der Antonia hinein.

Victor Puhl dirigierte mit größter Emotionsstärke. Und das Philharmonische Orchester modellierte das Klangprofil dieser Oper mit enormer Prägnanz heraus. Trotz aller Schwierigkeiten, die letztlich auf Offenbachs frühen Tod zurückgehen: Mit Offenbachs „Hoffmann“ ist Trier eine wunderbare, große Oper-Produktion gelungen.

Weitere Vorstellungen am 11. und 26. November. Karten: +49/651/718 1818

Deutscher Buchpreis 2017 für „Die Hauptstadt“

Robert Menasses Brüssel-Roman

Barbara Höfeld

Vor fünf Jahren beschrieb Menasse in seinem Essay „Der Europäische Landbote“ seinen Plan, einen Roman zu schreiben, der in der Brüsseler Kommission spielen sollte. Damals glaubte er an einen Widerspruch zwischen dem Klischee von lebensfremden Bürokraten und dem wirklichen Leben – das lockte ihn.

Nach einigen Monaten in Brüssel hatte er aber erkannt, dass es diesen Widerspruch nicht gab, weil die EU-Beamten, die er traf, sich als offen, freundlich und kompetent erwiesen und fast immer den Blickwinkel eines europäischen Gemeinnsinns vertraten. Der wirkliche Gegensatz bestand zwischen den Nationalstaaten und Europa, das war die überraschende Erkenntnis. So nannte Menasse seinen Essay provokativ nach dem „Hessischen Landboten“, den Georg Büchner 1834 gegen die Tyrannei des Feudalismus veröffentlicht hatte.

In dem Essay erwähnte Menasse eine für Kultur zuständige Spitzenbeamtin in der EU-Kommission, eine Griechin, als die einzige Person im ganzen Haus, die nicht bereit gewesen war, mit ihm zu reden, auf seine Fragen einzugehen. Als Romancier nun nutzte Menasse diesen Umstand, indem er eine griechische Direktorin erfand, in der, die im Roman für Kultur verantwortlich war, er Gefühlskonflikte, peinliche Momente, philosophische Überlegungen, ja, Identitätskonflikte bündeln konnte, die er anderen EU-Mitarbeiterfiguren aus Rücksicht auf die Offenheit und Freundschaft, die sie ihm in der Brüsseler Wirklichkeit entgegengebracht hatten, nicht zumuten mochte.

Menasse verknüpft nämlich ständig die eurokratische Wirklichkeit mit den Erlebnissen seiner Figuren, und das in so atemberaubender Form, dass mir mit diesem Buch etwas passierte, was ich so noch nie erlebt hatte: bei der zweiten Lektüre zeigte es sich von Anfang bis Ende noch spannender als bei der ersten. Es enthält Aspekte eines Krimis ebenso wie der von welterschütternden Intrigen; es entsteht, sehr behutsam, eine Liebesgeschichte.

Keiner dieser Fäden gelangt zu einem Abschluss, und eben dies bedeutet: Europa. Das unfertige, seiner selbst ungewisse, das vorhandene und oft nicht greifbare Europa. Von vorn angefangen und immer wieder neu.

Sofort nach Erscheinen des Romans musste ich ihn lesen: ich wollte wissen, wie der Mann „von Außen“ mir, die ich selber bei der Kommission gearbeitet habe, das System erklärt. Z.B. fragte ich mich: kommen Leute wie ich in der Geschichte vor? Nein, kommen sie nicht. Von Dolmetschern und Übersetzern ist nicht die Rede, allenfalls von Redenschreibern, als gewissermaßen dem untersten Tätigkeitsniveau. Stattdessen führt der Autor Personen von außen ein: „Think-Tank“-Mitglieder von verschiedenen Universitäten, oder Lobbyisten, die sich bekanntlich zu Zigtausenden in Brüssel tummeln. Es treten auch Leute auf, die gar nichts mit der Kommission zu tun haben, ein Brüsseler Polizeikommissar etwa, der einen Mordfall untersuchen soll. Oder ein alter Mann, der gleich zu Anfang in ein Altersheim zieht, ein ehemaliger jüdischer Deportierter aus Flandern, der noch die Häftlingsnummer von Auschwitz auf dem Arm trägt. Seine ganze Familie kam in Auschwitz um - lassen sich die Schuldgefühle eines Überlebenden je überwinden? Die Art und Weise, wie durch den Roman hindurch seine mählich wachsende Demenz beschrieben wird, empfand ich als die rührendsten Momente im Buch. Sie repräsentieren, wenn man so will, auch ein Ende des bisherigen Europas, sie fordern einen neuen Anfang: jetzt müssen Jüngere die Verantwortung übernehmen.

Aber Verantwortung für was? Einmal wird eine englische Kabinettsitzung beschrieben: Regierungsmitglieder aus demselben Milieu, von denselben Schulen, mit derselben Sprache einigen sich in zwanzig Minuten über ein Problem. Eine vergleichbare Einigung in der Kommission würde Stunden, wenn nicht Wochen dauern: die Sprachen, die Milieus, die Schulen weichen weit voneinander ab - erstmal muss jeder Einzelne der Beteiligten überhaupt verstehen, wovon die Rede ist. Dann muss er/sie herausfinden, was der andere kon-



kret erreichen will. Und dann erst können die Verhandlungen beginnen.

Wenn in den allerersten Sätzen des Romans ein entlaufenes Hausschwein durch die verregneten, nächtlichen Brüsseler Strassen rennt, eröffnet sich eine Möglichkeit zur Farce, die Menasse im Verlauf der ganzen Erzählung nicht zu kurz kommen lässt. Ironie bringen die meisten Figuren ein, und wenn die eine oder andere Begegnung zu unmittelbar wird, tritt der Autor selber auf und sorgt für die gehörige Distanz und Mehrdeutigkeit.

Der Roman ist so raffiniert aufgebaut, dass allein dafür ein Preis gerechtfertigt wäre. Doch sogar eine dritte Lektüre würde zeigen, dass nicht nur die Konstruktion stimmt, sondern auch ihre Anschaulichkeit. Zwar erscheint die Lebendigkeit der Figuren im Einzelnen verschieden stark, die Sprache rutscht dann und wann ins Journalistische ab - doch Europa in seiner schillernden Vielfalt tritt jederzeit selbstbewusst auf.

Übrigens hieß der Kommissionspräsident, den eine handelnde Person als „Marionette“ bezeichnet, zur Zeit von Menasses Recherchen Barroso. Junker trat sein Amt erst am 1. November 2014 an.

Robert Menasse: „Die Hauptstadt“.
Roman. Suhrkamp 2017. 458 Seiten.

Der Bürger, der was vermisst...

Die vierte Knappheit: Energie!

Frank Bertemes

„Es lehren alte wie neue Erfahrungen, dass man mit größerer Sicherheit sein Ziel erreicht, wenn man die Energie mit der größeren Klugheit verbindet.“

Camillo Benso Graf Cavour, (1810 - 1861), eigentlich Graf Benso di Cavour, italienischer Staatsmann, Anhänger des gemäßigten Liberalismus, 1852 Ministerpräsident des Königreichs Sardinien der „Bismarck Italiens“ Energie. Griechisch *enérgeia*, meint die wirkende Kraft. In vielfältiger Hinsicht. Der Terminus Energie, mit dem wir uns in diesem Beitrag in der Fortsetzung der kritischen Analyse der „Sieben Knappheiten“ des Wirtschaftsautors Henrik Müller wieder einmal beschäftigen wollen, beinhaltet nämlich mehrere Bedeutungen, die man im Rahmen dieser Zeilen und in Anlehnung des einführenden Zitates durchaus kombinieren darf. Denn das macht Sinn und geht über den Buchinhalt des eigentlich kritisch zu kommentierenden Autors, um den es in dieser Reihe von Artikeln im „kulturissimo“ gehen soll, weit hinaus. Und eben diese Möglichkeiten, die ein scheinbar banales Wort dem Schreiberling eröffnen, sind es, die den leidenschaftlichen Freund des Lesens und Schreibens, der im „kulturissimo“ zur Feder greifen darf, am meisten an dieser Aufgabe motivieren. Denn da kommt Freude auf...

Energie. Die wirkende Kraft also. Und die kann persönlich sein und sich in den menschlichen Eigenschaften des Durchsetzungsvermögens, der Ausdauer, der körperlichen und geistigen Spannkraft oder auch der Entschlossenheit ausdrücken, oder aber auch (im Kontext des Autors Müller) zu verstehen, physikalisch-technischer Natur sein. Und demnach eben auch im wirtschaftlichen Kontext zu lesen, meint der Fähigkeit eines Stoffes, Körpers oder Systems, Arbeit zu verrichten, beispielsweise die elektrische Energie. So der Duden zum Thema.

„Fakt ist: Die Zukunft ist nicht ungewiss. Einiges wird knapp werden, das steht schon jetzt fest. Die Globalisierung, das Klima, die demografische Entwicklung stellen uns vor ganz neue Herausforderun-

gen. Wie können wir ihnen begegnen? Sieben Knappheiten bedrohen unsere Zukunft: Arbeitskraft, Energie, Land, Wasser, Zeit, Geist und Macht. Darauf müssen wir uns vorbereiten. Henrik Müller, renommierter Redakteur des manager magazins, sagt wie: mit sieben Tugenden, die uns helfen werden, den Wandel dieser Welt zu meistern. Mit Arbeit, Sparsamkeit, Kreativität, Offenheit, Solidarität, Originalität und Kooperation. Müller zeigt in einem spannenden und fundierten Zukunftsszenario ganz konkret, wie das geht. Denn vieles, was kommt, mag bedrohlich

sein - mit dem richtigen Herangehen können wir es aber schaffen.“ So kündigt man in der Werbung dieses Werk positiv an, was an sich nicht zu kritisieren ist. Nur, etwas muss klar sein, und eben das ist es, das dem kritischen Bürger, der so einiges



in dieser Welt vermisst - und er dürfte kaum allein so denken - das wirtschaftliche System an sich wird von diesem Autor jedenfalls politisch nicht in Frage gestellt. Und beim Schreiben dieser Zeilen wird eben dieser Umstand wieder einmal klar: die Systemfrage stellt sich so manchen Wirtschaftsautoren nicht, weil diese nicht gestellt werden darf und weil diese der neoliberalen Obedienz scheinbar unter al-

len Umständen unterliegen. Auch wenn man sich der Umstände einer Welt, die in einer „epochalen Trendwende“ steckt, so jedenfalls der Deckeltext des Buches mit der bezeichnenden Fragestellung „Apokalypse jetzt?“, durchaus bewusst ist. Dies angesichts der diversen Herausforderungen der Globalisierung, des demografischen Wandels und der (evidenten) Klimakrise, die allerdings immer noch (und das durchaus auch hierzulande) angezweifelt wird - eine fatale Fehleinschätzung diverser Persönlichkeiten, die mit ihren immer wieder abgedruckten Artikeln, die in diesem Kontext extrem bedenkliche Bequemlichkeit des Denkens und des Handelns so mancher Zeitgenossen gefährlich zu beeinflussen beabsichtigen. Im Sinne von: „Was wollen die denn nur? Es ist doch überhaupt nichts!“ Eine wahrlich katastrophale Einstellung, die uns noch teuer zu stehen kommen wird, wie wir heuer leider wissen. Doch das ist nur eine Randbemerkung zum Thema Energie und Ressourcennutzung, eine (risikoreiche) Problematik, die allerdings schon vor Jahren von diverser Seite angemahnt wurde. Eine Gesellschaft, so beispielsweise der SPD-Politiker und studierte Rechts-, Politik- und Wirtschaftswissenschaftler Hermann Scheer, ein unermüdlicher Streiter für erneuerbare Energien, die ihre wirtschaftliche Existenz auf die abnehmende Ressourcenbasis gründet und dies mit ständig steigendem Wirtschaftswachstum (siehe beispielsweise auch unser Land – Stichwort: Nachhaltigkeit oder auch qualitatives Wachstum) muss unweigerlich kollabieren. Kontext: Energiequellen und Rohstoffe. Wie sieht es heute in dieser Hinsicht realpolitisch aus? Die Zeit, in der für den Westen Energie und Rohstoffe wie im Schlaraffenland flossen, bewegt sich beschleunigt auf ihr Ende zu... Und, wie wir wissen, Sturm, Flut- und Brandkatastrophen - alles Konsequenzen, die durchaus in den Kontext passen - führen dazu, dass der Globus zu einem (Zitat) „Tollhaus politischer, ökonomischer und ökologischer Verwerfungen wird“ so Hermann Scheer, der engagierte Energiepolitiker als Verfechter der erneuerbaren Energien, drastisch und überdeutlich! Und das alles ist wahrlich mehr als aktuell, seine Warnungen haben sich heuer „brandaktuell“ bestätigt.

Egal wie, diese drei erwähnten Problemfelder, die Globalisierung, das Klima und die demografische Entwicklung stellen die Menschheit vor die größten Herausforderungen seit Generationen. Denn die Welt dreht sich weiter... Nur: Wie? Unter welchen Umständen? Und deshalb ist ein fundierter Blick in die Zukunft, wie eben Henrik Müller dies in seinem Buch tut, durchaus nötig und sinnvoll. Der Autor Dr Henrik Müller, Professor für wirtschaftspolitischen Journalismus, überrascht immer wieder durch originelle



Blickwinkel auf Wirtschaft, Politik und Gesellschaft. Für seine Arbeiten wurde der promovierte Ökonom mehrfach ausgezeichnet. Das sei als wissenswerte biografische Notiz fairerweise angemerkt. Richtig ist jedenfalls, dass die Zukunft Europas des Wirtschaftsautor Müller intensiv beschäftigt. Seine durchaus vertretbare These: Eine dauerhafte Stabilisierung wird nur zu schaffen sein, wenn sich die Mitgliedstaaten der Währungsunion zu einer Art „Bundesrepublik Euro-Land“ zusammenschließen. Ein Akt von Solidarität durchaus vergleichbar mit der deutschen Einheit. Damit ein solch epochaler Schritt gelingen kann, ist noch viel Arbeit nötig - vor der sich die Verantwortlichen allerdings bislang drücken. Und ihr Handeln überwiegend an der Absicherung ihrer persönlichen Karriere orientieren. Ohne Courage, ohne übertriebenes Engagement, ohne Visionen. Strikt am politisch Machbaren, dem realpolitischen Denken im Sinne des Kapitals hörig, sprich neoliberaler Obedienz unterworfen. Jämmerlich und eigentlich den zukünftigen Generationen gegenüber unverantwortlich.

Zum Inhalt. Angetrieben von den Mega-Schwellenländern China und Indien erleben wir einen unerwarteten Ausbruch ökonomischer Dynamik. Ganze Industrien werden aus dem Boden gestampft. Millionenstädte wachsen binnen weniger Jahre aus Provinzkäffern heran; bislang arme Menschen werden mobiler, kaufen sich Motorräder und Autos, und ihre Wohnungen statten sie mit Kühlschränken, Klimaanlage, Fernsehgeräten, Computern usw. aus; der Welthandel ist über Jahre viel schneller gewachsen als die Weltwirtschaft. Und um diesen Fortschritt auf die Beine zu stellen, braucht man Energie. Öl, Gas, Kohle, Atom, Wind, Wasser, Biomasse - egal, all das und möglichst noch mehr. Plötzlich, so Müller deutlich, ist Energie eine der großen globalen Knappheiten! Damit sind wir sind also voll im Thema. Nach langen Jahren des Überflusses und der niedrigen Preise steht die Welt am Beginn einer neuen energetischen Zeitrechnung. Und uns im Westen hat eine gewisse Panik erfasst. Werden wir noch nach Herzenslust Autofahren können? Werden wir im Winter in kalten Wohnungen sitzen? Was wird aus unserem Urlaubsflug in die Sonne? All die Annehmlichkeiten, an die wir uns so gewöhnt haben - Wie eng wird die Energieversorgung wirklich? Ist unser Lebensstil in Gefahr? Und eine Frage stellt sich besonders: Können es sich die Schwellenländer, ökologisch gesehen, eigentlich leisten, den westlichen Standard anzustreben? Und vor allem: mit welchen Konsequenzen, wenn dem denn so wäre?

Ganz grundsätzlich betrachtet, und das dürfte heuer wohl klar sein, ist Energie auf der Erde keineswegs rar, sondern sie ist, im Gegenteil, äußerst reichlich vorhanden

- jedenfalls solange die Sonne scheint, und das wird sie noch ein paar Milliarden Jahre. Direkte Sonnenenergie (Wärme, Licht) und indirekte Sonnenenergie (Wind, Biomasse) gibt es in quasi unendlicher Menge. Ob und wie man sie nutzt, ist nur eine Frage von Kosten und Preisen. Dass das Potenzial der Solarenergie jahrelang (und wohl absichtlich!) deutlich unterschätzt wurde, wird heuer klar kommentiert. Und dass dieser (bewusste) Irrtum gewisser Weltbehörden (siehe weiter unten im Text) bedenklich ist, weiß man heute. Dass die Menschheit bisher vor allem auf fossile Brennstoffe - Öl, Gas, Kohle - setzt, hat den simplen Grund, dass sie zu niedrigen Kosten nutzbar sind, weil die darin konservierte Sonnenenergie über die Jahr-millionen extrem komprimiert ist. Deshalb sind fossile Energieträger leicht zu transportieren, platzsparend aufzubewahren und am Ort des Verbrauchs leicht zu verbrennen. Energie ist also nicht prinzipiell knapp, knapp ist allerdings billige Energie! Knapp ist auch sichere Energie. Denn die Versorgung konzentriert sich zunehmend auf unsichere Regionen. Weil eigene Ressourcen des Westens erschöpft sind und auch China, Indien und andere Schwellenländer auf Energieimporte im großen Stil angewiesen sind, teilt sich die Welt strenger als bisher in zwei Lager: in Energieverbraucher und Energielieferanten. Knapp ist schließlich auch die Aufnahmefähigkeit der Umwelt. Dass die von Menschen verantworteten Emissionen von Treibhausgasen - vor allem Kohlendioxid durch die Verbrennung fossiler Energieträger - das Klima verändern, ist inzwischen unstrittig. Ein ungebremster weiterer Ausstoß von Klimagasen hätte mutmaßlich katastrophale Folgen. Um was es also geht ist der effizientere Umgang mit Energie, die Erschließung neuer Energiequellen, die Entwicklung neuer Technologien.

Dann natürlich der Stromverbrauch. Denn Industrialisierung und Verstädterung führen auch zu starken Steigerungen des Stromverbrauchs. Womit wir dann zur IEA kommen. Die Internationale Energieagentur (englisch International Energy Agency; IEA) ist eine Kooperationsplattform im Bereich der Erforschung, Entwicklung, Markteinführung und Anwendung von Energietechnologien. Außerdem verfügt die Agentur über strategische Ölserven, mit denen sie in den Ölmarkt eingreifen kann. Gegründet wurde sie von 16 Industrienationen zum gemeinsamen Vorgehen gegen die damalige Ölkrise. Am 15. November 1974 wurde die Internationale Energiebehörde als autonome Einheit der OECD mit Sitz in Paris errichtet. Sie gilt als traditionell atomfreundlich. Wichtige Publikationen der IEA sind unter anderem die jährlich erscheinenden „Key Energy Statistics“ und der „World Energy Outlook“, die „Bibel der Energiewirtschaft“.

Der ehemalige Chef-Ökonom Fatih Birol ist seit September 2015 der Exekutivdirektor der IEA. Soweit Wikipedia erklärend zur IEA, die uns allerdings ein Kernszenario zur Situation im Kontext Strommix im Jahre 2030 ankündigt: 45 Prozent werden immer noch aus Kohle erzeugt, 23 Prozent aus Gas, 3 Prozent aus Öl, 14 Prozent aus Wasserkraft, 9 Prozent aus Atomenergie - und nur der Rest von 6 Prozent wird aus erneuerbaren Energien bestehen! Da drängt sich ein Kommentar förmlich auf, denn eigentlich sind diese Zahlen skandalös, wenn man um die wahrlich unerschöpflichen natürlichen Quellen der erneuerbaren Energien weiß und man sich kritisch mit den diversen Einflussmöglichkeiten, wie beispielsweise der Macht der Lobbyisten (um noch freundlich zu bleiben) auseinandersetzen will, fast schon muss. Der Autor Müller ist jedenfalls formell: nach dem Hauptszenario der IEA wäre auch in zwei Jahrzehnten zusammengekommen nur ein Fünftel (sic!) des Strombedarfs aus Biomasse, Wind, Wasser und Sonne gedeckt! Der große Rest der stark gestiegenen Strommenge wird auch dann wie eh und je durch die Verbrennung von Kohle und Gas erzeugt! Und dass das alles ziemlich risikoreich ist, verwundert kaum: langfristig, weil die Konsequenzen für das Klima gravierend sind - kurzfristig, weil keineswegs sicher ist, dass das Angebot zu jedem Zeitpunkt an jedem Ort ausreichen wird, um die Nachfrage zu decken.

Drohende Engpässe auf dem Ölmarkt, weiter steigende Preise und ein sehr hoher Investitionsbedarf werfen die Frage auf: Lassen sich nicht durch Energiesparen einige dieser Ausgaben vermeiden? Henrik Müller gibt die Antwort: Ja, begrenzt. Die größten Einsparpotenziale gibt es dabei in den Schwellenländern, die gerade erst ihre Infrastruktur aufbauen. Würden sie nämlich nicht weiter den fossilen Pfaden folgen, die vor ihnen der Westen bei seiner Entwicklung genommen hat, sondern direkt zur neuesten Technologiegeneration bei Erzeugung und Verbrauch wechseln, ließe sich sowohl die Knappheit auf den Energiemärkten lindern, als auch etwas fürs Klima tun.

Unsere Regierung hat die Zeichen der Zeit jedenfalls erkannt, wenn auch in klassischer Bescheidenheit: Luxemburg will zum Jahr 2020 elf Prozent der Endenergie aus erneuerbaren Energien gewinnen. Unser Land hat sich Klima-Ziele gesetzt und will (im Sinne dieses Beitrages) auch die Kraft der Sonne weiter nutzen. Schon heute werden 22 Prozent des in unserem Land hergestellten grünen Stroms durch Fotovoltaikanlagen gewonnen. Immerhin sind die Zeichen der Zeit erkannt, der Klimawandel eine deutliche Aufforderung zum Handeln.

Auch und besonders im Kontext der Energie!

Pluto-Ochlokratie

Diktatur
des reichen Pöbels

Carlo Kass

Der Begriff Ochlokratie geht auf den Historiker Polybios zurück, der ihn im zweiten Jahrhundert vor der monotheistischen Zeitrechnung in die griechische Staatstheorie der Antike einführte. In seinem Verfassungskreislauf stellt er die Ochlokratie, also die Herrschaft der pöbelnden Masse, als Verfallsform oder „Entartung“ der eigentlich bürgergerechten demokratischen Staatsform dar.

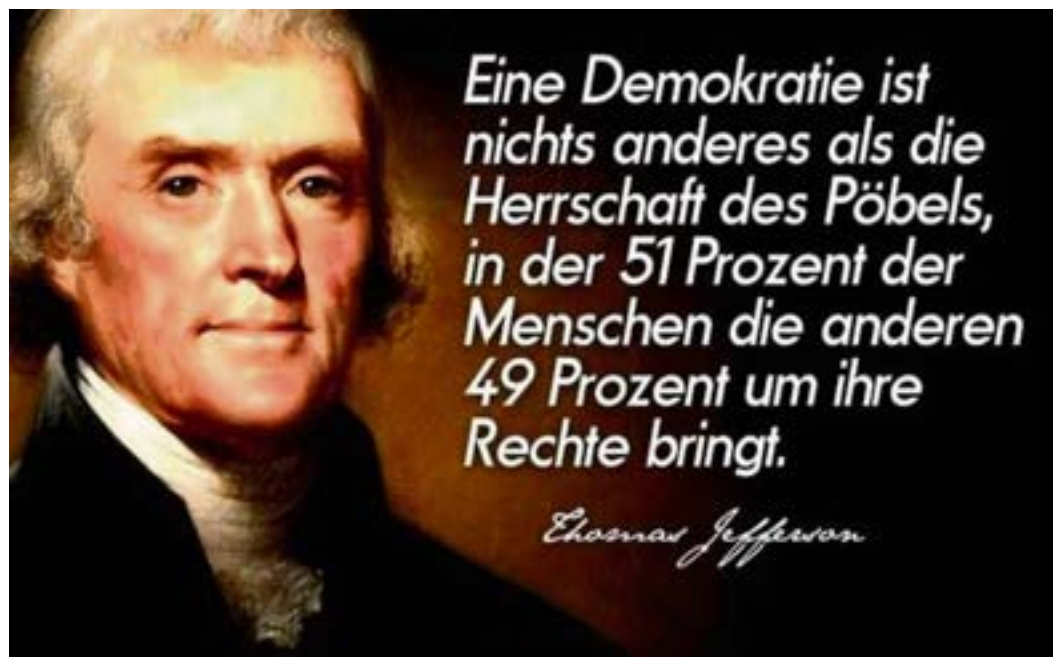
Plutokratie ist andererseits eine Staatsform, in der Reichtum die Voraussetzungen für die Teilhabe an der Herrschaft ist. Dieser „Geldadel“ war in Luxemburg bis 1919 über das Zensuswahlrecht institutionalisiert, kann aber auch indirekt ausgeübt werden durch die Abhängigkeit der gewählten Entscheidungsträger von den eigentlichen Oligarchen, nämlich den Geldgebern und ihren Lobbyisten.

In beiden geht die Orientierung am Gemeinwohl verloren, stattdessen bestimmen Eigennutz und Habsucht das politische Handeln. Nun, im US-Kongress sitzen mehrheitlich Dollarmillionäre. Im Weißen Haus poltert ein Milliarden schwerer Kolonialwarenhändler frei herum und der pöbelnde Ruhrpöttler und pensionierte Pseudosozi Gerhard Schroeder steht dem größten russischen Energiekonzern vor.

So geht heute Demokratie! Der reiche Pöbel kauft sich ungeniert und vor den Augen aller Bürger politische Macht, freie Medien und scharfe Munition, um seinen Klassenkampf zu führen. Sogar in Luxemburg darf ein Jungmilliardär die größte Tageszeitung vor den Kadi zerren und erreicht damit, dass der Vorstand, in dem vier Bank- resp. Wirtschaftslobbyisten sitzen, prompt den Chefredakteur feuert.

Und das vor der Nase des ahnungslosen Eigentümers und bevor noch ein Urteil in dieser peinlichen Affäre vorlag. Das ist genau der vorausseilende Gehorsam, auf den diese Leute immer wieder zugreifen können, wenn es brenzlich wird. Wenn dann auch noch der für Moral zuständige Erzbischof vor dem windschiefen Luc Frieden mit seiner wirtschaftspolitischen Agenda einknickt, dann Gnade uns G . . .

Dabei wäre die Kirche, die ja nun ihr Bo-



denpersonal teilweise selbst bezahlen soll, gut beraten, wenn sie die von Erny Gillen und Jean-Lou Siweck auf den Weg gebrachte Erneuerung ihrer Zeitung zu einer pluralistischen und besser verkäuflichen Publikation, die zehn bis fünfzehn Jahre erfordern würde, unterstützt hätte, statt nun wieder in finstere Zeiten blinder Parteilichkeit zu verfallen.

Denn neben der Krise der Printmedien wird auch das digitale Angebot in kürzester Zeit von der hier behandelten Diktatur des reichen Pöbels vereinnahmt werden. Dass dieser dabei auch noch Abermilliarden an Werbeausgaben sparen dürfte, werden die von devoten Politikern verwöhnten Großunternehmer wohl als Kollateralgewinn verbuchen. Mit politischen Parteien ist also kein Medienkrieg mehr zu gewinnen.

Begrenzte Faschisten

So schauen Rechtsparteien lediglich noch zu, wie in Barcelona friedliche Manifestanten der eigenen Nation für ein Referendum über Unabhängigkeit zusammenge-

schlagen werden. Dabei geht es auch hier nur um finanzielle Beteiligung, u. a. eine gerechtere Verteilung der zentralen Mehrwertsteuer, die den Basken zum Waffenstillstand zuerkannt, den Katalanen aber bisher verwehrt wurde.

Die Zentralregierung in Madrid, die zum Teil auch von europäischen Transferleistungen profitiert, und man sich deshalb nur schlecht vorstellen kann, Brüssel müsste diesen Konflikt ignorieren, sollte damit aber nicht warten, bis sich im stolzen Katalonien, wie einst im zerklüfteten Baskenland mit immerhin mehr als 800 Toten durch Terrorismus, bewaffneter Widerstand gebildet hat.

Und auch wenn rechtsextreme und nationalistische Ewiggestrige aus solch lokalkolorierten Unabhängigkeitsscharmützeln politisches Kapital schlagen, muss die Europäische Union damit fertig werden. Und wenn sie vom an den Rändern ausgefranschten Imperium zum Labor der Entfaltung von Individuum, Familie und Gemeinde mutieren möchte, müsste sie natürlich streng subsidiarisch vorgehen.

Dass der Exekutive in Brüssel dazu natürlich mehr Macht zugestanden werden

müsste, gegen die sich die lediglich indirekt demokratisch bestimmten Ratsherren seit Unionsgedenken sträuben, wäre dabei eine logische Konsequenz. Ein angepasstes EU-Budget und ein einziger Finanzminister würden dem Euro ebenfalls guttun, auch wenn dies im Kollateralinteresse zentralisationsgeiler Ochlo-Plutokraten sein dürfte.

Und nachdem wir uns im vorigen Artikel etwas kritisch mit Macron auseinanderzusetzen, da wir die positiv blinde Euphorie so mancher Politikbeobachter aller Obedienzen etwas suspekt fanden, wollen wir ihm hier doch etwas wohlwollender entgegenreten. Allein schon, weil seine und Junckers Träume eines wirklich geeinten Europas durch die Wahl von AfD und FDP in der BRD verpufft scheinen.

„Wenn sie eine Koalition mit der FDP eingeht, bin ich tot“, soll Macron laut „Le Monde“ zur Bildung einer neuen deutschen Regierung unter Bundeskanzlerin Merkel nach der Bundestagswahl geäußert haben. Denn im Wahlprogramm nicht nur der deutschen Liberalen steht so ziemlich das Gegenteil von dem, was Macron in seiner Grundsatzrede präkonisierte, um die EU wiederzubeleben.

Hier kurz einige seiner Schwerpunkte: Eine europäische Anti-Terror-Ermittlungsbehörde mit angeschlossener Geheimdienstakademie und einem gemeinsamen Verteidigungshaushalt, eine Innovationsagentur und eine Asylbehörde. Die Einwanderung soll ebenso harmonisiert werden wie die Sozialgesetzgebung und Unternehmensbesteuerung.

Unbegrenzte Euromacht

Außerdem sollen die 19 Mitgliedsländer der Euro-Zone einen gemeinsamen Haushalt und einen Finanzminister erhalten, vielleicht auch gemeinsame Steuern. Und auch wenn Macron sich nicht auf Zahlen festlegte, kursieren Größenordnungen von zweistelligen Prozentpunkten des PIB. Und als Kirsche auf dem Kuchen: Die Liberale und Soziale spaltende Finanztransaktionssteuer.

Und hier beginnt denn auch das Dilemma unserer Pluto-Ochlokraten, die den Liberalen traditionsgemäß näherstehen, jedoch auch nicht am Zerfall der Europäischen Union, die damit für sie unberechenbarer und unbeherrschbarer würde, interessiert sind. Doch wie will man für die Galerie dem Subsidiaritätsprinzip nachgeben und heimlich trotzdem den Finger auf dem roten Knopf behalten?

Nun, diese neureichen Geldaristokraten sollten sich im Vatikan zu den Kursen „urbi et orbi“ einschreiben. Denn um diesen einmaligen Zentralismus finanzieller und politischer Macht am Tiber abzusichern,

hat die Kurie der römisch-katholischen Weltkirche sogar das Subsidiaritätsprinzip als uralte Vernunftseinsicht und Erfahrungsweisheit des Menschengeschlechts zweckperviert.

„Das Prinzip proklamiert die Hilfe der Gemeinschaft für ihre Glieder als ‚Pflicht‘ (subsidiarium officium!) und fordert näherhin, diese Hilfe solle wirklich echte Hilfe, hilfreiche Hilfe sein, dürfe das Glied nicht bevormunden oder entmündigen, solle ihm vielmehr zur vollen Entfaltung seiner gottgeschenkten Anlagen und Kräfte helfen, und darum solle die Hilfe so viel wie möglich Hilfe zur Selbsthilfe sein.“

Soweit der große Jesuit Oswald von Nell-Breuning, der es widersinnig findet, diese in der Sozialenzyklika „Quadragesimo anno“ von Papst Pius' XI. am 15. Mai 1931 übernommene reine Vernunftserkenntnis zum „katholischen Prinzip“ zu postulieren, da atawistisch geprägte Prinzipien entgegen den Offenbarungswahrheiten (was auch immer der Gesellschafter Jesu damit meint?) richtig oder falsch sind.

Außerdem wurde dieses Prinzip laut Nell-Breuning JS bereits ein Jahrhundert vor der päpstlichen Sozialenzyklika vom US-Präsidenten Abraham Lincoln in bezug auf das staatliche Gemeinwesen ausdrücklich formuliert und dem staatsbürgerlichen Bewußtsein der Amerikaner eingepflanzt. Dass die globalen Pluto-Ochlokraten dieses Prinzip noch nie mochten, sollte er nicht überleben.

Selbstbewusstes Mündel

Es geht also klar und deutlich um den konstitutionellen Urstreit zwischen extrem zentralisierter Macht von global organisierten Pluto-Ochlokraten und dem staatsbürgerlichen Recht auf Selbstbestimmung des Einzelnen. Und es geht um den Spagat zwischen Individuum und Multiversum sowie den menschlichen Organisationsstrukturen seiner Polis im Spannungsfeld von Zentralisierung und Dezentralisierung.

Der Mensch kommt als unfertiger, doch lernfähiger Säugling zur Welt. Nachdem sein Gehirn, dessen unausgeprägtes Wachstum ihn vorzeitig aus der Höhle lockte, gesund ausgewachsen ist, muss es früher oder später das Wissen über die Prämisse des einzigen ihm geschenkten Lebens, den Tod, verinnerlichen, um es zu einem selbstbewussten und selbstwertgefühlten Wesen zu schaffen.

Dieses Wesen kann aber nicht von vorne anfangen, sondern muss an die guten wie schlechten Taten seiner Vorfahren anknüpfen, als würde es das Schiffchen zum Weben des Weltteppichs übernehmen, der sicher auch noch nicht fertig sein wird, wenn es das Werkzeug wieder aus der

Hand legt. Dazwischen muss es sich aber über seine Familie, die Gemeinde, den Staat im Multiversum sozialisieren.

Und der westliche Mensch hat sein politisches Haus nach zwei verheerenden Weltkriegen eben in Nationen aufgeteilt und deren Sitz in New-York verortet, auch wenn in den von Kolonialisten begrenzten Regionen wie der arabischen, die für die Energiegewinnung der „Ersten“ Welt existentiell sind, immer noch der Stamm am Wasserloch (wie Saud oder Rasid) eine maßgebliche Rolle spielt.

Wenn nun meist reiche Teilmitglieder wie Schottland (Öl) oder Flandern (Häfen) aus der Europäischen Union ausscheren wollen, dann handelt es sich stets darum, dass sie die Transferleistungen an schwächere Regionen nicht mittragen wollen, vorgeschoben werden aber immer Identität, Kultur, Sprachen und Religionen. Im Süden (Baskenland und Korsika) agieren die Separatisten aggressiver.

Separatisten, die wohl nicht immer bedenken, dass sie mit dem regional bis national geführten Konflikt oft auch riskieren aus supranationalen Gemeinschaften wie der EU eliminiert zu werden. Man braucht sich nur anzuschauen, wie die stolzen Highlander seit dem Brexit zurückrudern, um nicht über Bord zu gehen. Und doch bläst der neue Wind paradoxerweise in die Segel der Separatisten.

Wobei wir bei den Separatisten wären, die per definitionem die Spaltung von Gemeinschaften anstreben, die oft über Jahrhunderte mit Blut und Tränen erkämpft wurden. So auch in Katalonien, das zwischen der arabischen Invasion von 711 und dem Überfall der Franken um 800 als freies Land zwischen den beiden entstand. Hundert Jahre später wurde Barcelona als Hauptstadt unabhängig.

Geschichtsblinde Sturheit

Im 12. Jahrhundert kam es durch Heirat zur Vereinigung der Grafschaften Katalonien und Aragon, was zu einer wirtschaftlichen Blütezeit mit Handel bis weit in die Länder des Mittelmeers führte. Während Kolumbus Amerika dann entdeckte wurde Kastilien zum wirtschaftlichen Mittelpunkt und die Katalanen wurden im Spanischen Erbfolgekrieg (1704) mit Kultur und Sprache der Nation einverleibt.

Kurz vor der französischen Revolution (1778) durfte Katalonien mit Amerika Handel treiben, was erneut zu einem wirtschaftlichen Aufschwung mit künstlerischen Eigenständigkeit führte, die zur sprichwörtlichen Befeuerung des katalanischen Nationalismus' beitrugen, der im 20. Jahrhundert mit der politischen Eigenständigkeit und der Standardisierung der Sprache fröhliche Urstände feierte.

Nach dem Sturz der Monarchie im Jahre 1932 erhielt Katalonien sogar seine Autonomie zurück, die es fatalerweise dazu nutzte, sich im Bürgerkrieg nach Francos Putsch auf die republikanische Seite zu schlagen. Und erst nach dem Tod des Diktators gewann Katalonien im Jahre 1978 das Recht auf eine beschränkten Selbstverwaltung zurück und durfte zwei Jahre später ein eigenes Parlament wählen. Und heute fragt sich sogar die staatstragende Tageszeitung „El País“, die das Referendum als verfassungswidrig abstempelte, welche politische und gesellschaftliche Perspektive Mariano Rajoy, der aus dem stockkonservativen Galicien am anderen Ende der iberischen Halbinsel stammt, nach dem unmöglichen Polizeieinsatz in Barcelona dem mehrsprachigen und bunten HYPERLINK „<https://www.welt.de/themen/spanien-politik/>“ \t „blank“ Spanien denn noch zu bieten hat. Dabei ist Rajoy in eine Falle getappt, denn wie sollen die vorerst friedfertig demonstrierenden Katalanen die hasserfüllten polizeilichen Übergriffe je wieder vergessen und sich mit dem spanischen Staat versöhnen, wo sie doch so oft in der Geschichte von der Zentralgewalt bitter enttäuscht wurden? Sie haben lediglich die Gelüste auf Freiheit von Grönland über Südtirol bis nach Transnistrien geweckt. Und warum bitte schön sollte die EU-Kommission von vorneherein nicht vermitteln in diesem Konflikt, der wohl auch die europäischen Partner interpelliert hatte. Wenn auch viel zu spät, da die stolzen Spanier auf beiden Seiten keinen außenstehenden Eindringling auf dem „binationalen“ Schlachtfeld duldeten. Doch bekanntlich sind die ersten Minuten bei einer Brandstiftung dieser Art die wichtigsten. Um so mehr da die ersten Reaktionen der Zentralmacht und hier besonders die des königlichen Spaltpilzes Felipe VI, dessen Vater, der an einem Seitensprung gescheiterte Großwildjäger, noch von einem gewissen Francisco Franco, dem sogenannten Caudillo de España, also dem „Führer von Spanien“, als Staatsoberhaupt eingesetzt wurde, mehr als problematisch, ja in fine sogar verfassungsfeindlich waren.



§

überläure Versager

Zu Recht wies der Liberale Carles Puigdemont die Äußerungen aus dem Königspalast zurück: „So nicht! Mit ihrer Entscheidung haben Sie sehr viele Menschen in Katalonien enttäuscht“, sagte er in Richtung des Monarchen, der nur die katalanische Seite kritisierte und keinen Aufruf zum Dialog machte. Felipe wurde der ausgleichenden Rolle eines nicht gewählten Staatsoberhauptes keineswegs gerecht. Denn warum brauchen wir überhaupt noch Aristokraten an den Schaltstellen sowohl der höheren Politik wie auch der Weltwirtschaft, wenn sie bei dem ersten hohen Seegang von Bord gehen und der Diktatur des reichen Pöbels die Kommandobrücke überlassen? Denn dann wird das Szenario des Absaufens der RMS (Royal Mail Ship) Titanic wohl wieder aktuell: Die Holzklasse geht baden. Doch wie der Brexidiot Boris Johnson als Counterpart seines noch unfähigeren Oxford-Kommilitonen David Cameron meinte, braucht man in der libyschen Hafenstadt Syrte, deren Einwohner niemand zu

Hilfe kam, als sie vor den Augen des Welt vom Islamischen Staat (IS) gekreuzigt und enthauptet wurden, nur die Leichen wegzuräumen, um sie wieder zur begehrten Feriendestination zu machen.

Solange wir solche Trampeltiere an die Spitze unserer ach so autonomen Demokratien wählen, brauchen wir uns nicht zu wundern, dass sich auf lokaler Ebene keine aufrechten Bürger mehr engagieren und politische Verantwortung übernehmen. Was wir brauchen ist mehr Mut zur Bürgerlichkeit und weniger bierselige Stammtischler, die auf ihren abgesessenen Hintern die Welt verbessern.

Wo ist sie geblieben, die vielbesungene „Spanische Herberge“, in die jeder nach seinen Möglichkeiten Speis und Trank mitbrachte, an denen sich jeder dann an der gemeinsamen Tafel laben durfte?

Wie meinte schon Henry de Montherlant in seinen Theaternotizen: „On apporte dans les auberges espagnoles ce qu'on souhaite d'y trouver.“

Na also: Jeder ist sich selbst der Nächste! Oder sind wir auf dem alten Kontinent wirklich schon zu solch traurigen Rittern verkommen, dass sich nicht einmal mehr Cervantes' Ritt gegen die Windmühlen lohnt. Stellen wir uns also des Hideos (sinngemäß Sohn einer Familie mit Besitz) „blutigen“ Kampf mit einigen Schläuchen roten Weines und lösen damit den ewigen Konflikt zwischen Realität und Ideal.

Schön wär's ...



Anklage im Krupp-Prozess vor 70 Jahren

Edouard Houdremont – KRUPP-Manager und Kriegsverbrecher

Jim Schumann

Im Rahmen der 200-Jahrfeier des KRUPP-Konzerns im Jahr 2012, wurden in in- und ausländischen Publikationen mehrfach zwei Krupp-Manager luxemburgischer Abstammung erwähnt, die in der Nazi-Zeit eine führende Rolle im Rüstungs-Konzern gespielt haben: Paul Goerens und Edouard Houdremont.

Da die Beiträge nur am Rande auf die Person Paul Goerens eingingen (Goerens beging am 22.10.1945 im Internierungslager Velen Selbstmord) und sich hauptsächlich mit Edouard Houdremont beschäftigten, wollen wir uns auf die Darstellung der kriegsverbrecherischen Machenschaften Houdremont's beschränken (*).

Kurzbiografie von Edouard Houdremont

Edouard Houdremont wurde am 19. Mai 1896 in Luxemburg als Sohn des Gymnasialdirektors Alfred Houdremont (Industrieschule Esch/Alzette) und Marie Schaack geboren.

Nach seinem Abschluss am Athenäum in Luxemburg, absolvierte Houdremont ein Praktikum an der Adolf-Emile-Hütte (Belval).

Von 1916 bis 1919 studierte Houdremont Ingenieurwissenschaften an der Technischen Hochschule zu Berlin. Von 1919 bis 1921 arbeitete er als wissenschaftlicher Assistent an derselben Hochschule, an der er im Juli 1921 zum Dr. Ing. promovierte. In den Jahren 1922 bis 1926 arbeitete er als Direktionsassistent bei den Krefelder Edelstahlwerken – parallel dazu lehrte er Eisenhüttenkunde an der TH Aachen. Ab 1935 war er Honorarprofessor für Eisenhüttenkunde an der Technischen Hochschule Aachen.

Im Oktober 1926 erhielt er eine Anstellung bei der Friedrich Krupp AG in Essen

in der Gussstahlfabrik als Direktoriumsassistent im Stahlbereich. Im Juli 1932 wurde er mit der Leitung des Bereiches Metallurgie beauftragt und zum stellvertretenden Leiter der Stahlwerke ernannt. Im Oktober 1938 erfolgte die Ernennung zum stellvertretenden Direktor der Friedrich Krupp AG. Durch eine Anordnung von Gustav Krupp vom 8. März 1941 wurde er zum Vorstandsmitglied der Kruppwerke berufen. 1942 wurde er durch Albert Speer zum Sonderbeauftragten für Metallumstellung auf Sparstoffe im Reichsministerium für Rüstung und Kriegsproduktion beordert. Im April 1943 erfolgte seine Beförderung zum ordentlichen Vorstandsmitglied. Im Dezember 1943 wurde der „Wehrwirtschaftsführer“ Houdremont Mitglied des Direktoriums der Firma – dann bis 1944, Generalbevollmächtigter der Friedrich Krupp Werke – faktisch Chef des Familienunternehmens.

Sofort nach der Machtergreifung Hitlers, führte das aggressive Vorgehen der Nazis auch in der Firma Krupp zu personellen Veränderungen. Mehrere Mitglieder des Aufsichtsrats wurden von den Nationalsozialisten attackiert, weil sie „Juden“ waren. Im Spätsommer 1934 startete der Stellvertretende Direktor der chemisch-physikalischen Versuchsanstalt Krupps, Adolf Fry, auch einen Angriff auf die „Ausländer“ im Krupp-Management, die des „Hochverrats“ schuldig seien. Die Antwort des Firmeneigentümers, Gustav Krupp, bestand darin, dass er den Denunzianten Fry, nicht die Denunzierten, hinauswarf. Houdremont's Antwort auf die Attacken Fry's bestand darin, dass er die deutsche Staatsbürgerschaft annahm.

Am 1. Juli 1940 trat er in die NSDAP ein (Mitgliedsnummer 8301922) – er behauptete später, Göring habe ihn zum Parteieintritt gedrängt – an anderer Stelle behauptet er diesen Schritt unternommen zu haben, um eine bessere Ausgangsbasis bei seinen Bemühungen zu haben, seinen von der Gestapo verhafteten Schwippschwa-

ger, den Zentrumsolitiker Bruno Kurowski, aus der Haft frei zu bekommen. In diesem Zusammenhang sei er auch bei Göring vorstellig geworden.

Im November 1947 wurde Houdremont im Rahmen des Krupp-Prozesses vor dem US-Militärtribunal IIIa angeklagt. Im Juli 1948 wurde er in zwei von acht Anklagepunkten für schuldig befunden und zu einer zehnjährigen Freiheitsstrafe verurteilt. Am 31. Januar 1951 wurde seine Strafe durch den US-Hochkommissar John Jay McCloy auf die zu diesem Zeitpunkt verbliebende Strafzeit reduziert. Am 4. Februar 1951 erfolgte seine vorzeitige Entlassung. Nach der Haftentlassung veröffentlichte Houdremont eine Reihe von Fachbüchern zur Metallurgie und saß auch weiterhin im Vorstand der Deutschen Gesellschaft für Metallkunde. Von 1952 bis 1958 war er Vorsitzender des „Vereins deutscher Eisenhüttenleute“, einen Vorsitz den er schon von 1944 bis 1946 innehatte. Bis zu seinem Tod im Jahr 1958 war er Mitglied des IIW (International Institute of Welding). 1956 wurde er zum IIW-Vizepräsidenten gewählt.

Edouard Houdremont starb am 10. Juni 1958 in Essen und wurde auf dem Friedhof von Saig (Schwarzwald) beigesetzt.

In einem LW-„Warte“-Beitrag vom 7. Juni 2012 unternimmt der Historiker Raymond Schaack den schamlosen Versuch der Rehabilitierung des Kriegsverbrechers luxemburgischer Abstammung.

Zu totaler Dienstbarkeit bereit

Nach dem Zweiten Weltkrieg legte Houdremont ein geschickt verfasstes Memorandum vor, dessen Argumentation darauf hinauslief, den Krupp-Konzern als Opfer nationalsozialistischer Zwangswirtschaft hinzustellen. Houdremont bedauerte die nun plötzlich überall anzutreffende fal-



Houdremont (sitzend – 3ter v.l.) auf der Anklagebank - © Bundesarchiv

sche Vorstellung von Krupp als „Hauptproduzent von Kriegsmaterial, als der Hauptförderer und –nutznießler des Nazismus und in der Folge als einer der Hauptanstifter des Krieges und als einer der größten Kriegsgewinnler“. Dieser Eindruck sei falsch. Er glaube vielmehr sagen zu können, „dass die Firma Krupp viel weniger mit dem Krieg zu schaffen hatte als andere Industrieunternehmen“.

In der Anklageschrift des Nürnberger US-Militärtribunals liest sich das etwas anders. Die Punkte 26. und 27. heben hervor: „Die Angeklagten Mueller und Houdremont arbeiteten eng mit den militärischen Beschaffungsstellen zusammen sowohl beim Entwurf von Waffen als auch in der Planung der Waffenproduktion. ... Der Beschuldigte Houdremont leitete den Spezialausschuss für Metallumstellung. Krupp-Mitarbeiter waren in vielen der wichtigsten Ausschüsse und anderen Organisationen zu finden“. Die Anerkennung des Krupp-Personals an der Wiederbewaffnung Deutschlands wurde durch die Ernennung der Beklagten Alfried Krupp, Loeser, Houdremont, Müller, Jansen und Pfirsch zu „Wehrwirtschaftsführern“ hervorgehoben. Chefankläger, General Telford Taylor, mit Bezug auf die Verleihung der „Goldenen Fahne“ an Krupp im Jahr 1940 aus den Händen von Rudolf Hess, erklärte: „...Lange bevor die Nationalsozialisten zur Macht kamen, war Krupp schon ein nationalsozialistischer Musterbetrieb“.

Die Angeklagten im Krupp-Prozess wussten sehr wohl, auf was sie sich eingelassen hatten, und dass sie später als Kriegsver-

brecher belangt werden konnten. Edouard Houdremont, in weiser Voraussicht, konstatierte denn auch, dass die Art und Weise, wie die Unternehmensleitung den alliierten Besatzern am westlichen Rheinufer gegenüber treten sollte, von entscheidender Bedeutung für die Zukunft des Gesamtkonzerns sein werde. Die ehemaligen „Wehrwirtschaftsführer“ mußten aber bald erkennen, dass sie weniger autonom schalten und walten konnten als anfangs vermutet.

Schon im Mai 1945 tauchten Indizien dafür auf, dass „die Dinge nicht so glatt laufen wie man es gerne möchte“. Als das Krupp-Direktorium am 25. Juni 1945 die Wiederaufnahme der Produktion beantragte, war Essen aus der amerikanischen in die britische Militärverwaltung übergegangen. Diese ordnete am 8. September die Stilllegung der Stahlerzeugung an und am 10. September 1945, 8 Uhr morgens, wurden die Krupp-Direktoren (mit Ausnahme von Fritz Müller – verantwortlich für den Bereich Bergbau) vom Field-Security-Service, unter Major Airey Neave, verhaftet und die Werke unter britische Zwangsverwaltung gestellt.

Der Krupp-Prozess war der dritte und letzte Prozess gegen die Industriemanager. Gegen Alfried Krupp und elf der noch lebenden Mitgliedern des Krupp-Direktoriums, darunter Edouard Houdremont, wurde vor dem US-Militärtribunal IIIa Anklage erhoben.

Von 1940 bis 1945 arbeiteten in den 81 Fabriken des Krupp-Konzerns 69.898 Zwangsarbeiter, 4.978 KZ-Häftlinge und 23.076 Kriegsgefangene – insgesamt also

97.752 Personen die, unter Bruch des Artikels 13 der Genfer Konvention, zur Sklavenarbeit in den Rüstungsbetrieben der Firma Krupp eingesetzt waren. Der Internationale Militärgerichtshof in Nürnberg kam zu der Schlussfolgerung: „Die Verschleppung zur Sklavenarbeit war vielleicht das schrecklichste und größte Sklavenunternehmen der Geschichte“.

Neben dem nahe Auschwitz neu erbauten Kruppwerk, das schon in der Standortwahl von dem Willen zeugte, nicht nur für einige Kriegsjahre, sondern für lange Zeit billige Arbeitskraft aus dem KZ zur physischen Vernichtung „verwenden“ zu können, waren auch zwei Außenkommandos des KZ Buchenwald in Essen stationiert, darunter ein „SS-Arbeitskommando Friedrich Krupp Essen“. Edouard Houdremont hatte sich persönlich um die Errichtung der Krupp-Produktionsstätte in Auschwitz gekümmert und war auch sonst mit der Organisation der Beschäftigung von jüdischen KZ-Häftlingen befasst gewesen.

Über andere, von Krupp betriebene Aussenlagerungsbetriebe, wurde Houdremont stets sorgfältig unterrichtet oder er begab sich an Ort und Stelle um nach dem Rechten zu sehen und um Anordnungen zu geben wie die Zusammenarbeit mit der SS besser gestaltet werden könnte. „Ungeachtet der sehr angeschlagenen Gesundheit und Schwäche der KZ-Insassen, mußten sie weiterarbeiten und Waffen für Krupp herstellen“, sagte ein Werksarzt von Krupp vor dem Militärtribunal aus. Die Behandlung der Kruppschen Zwangsarbeiter war derart unmenschlich, dass Anfang 1942 selbst Proteste des Oberkom-

mandos der Wehrmacht laut wurden. Die Parole lautete „Vernichtung durch Arbeit“.

Die ersten Zwangsarbeiter kamen 1942 aus Polen. Aus den Unterlagen zu den Rekrutierungsaktionen geht klar hervor, dass u.a. Krupp und Houdremont über die „Rekrutierungen“ regelmäßig informiert wurden.

Houdremont erwies sich auch als ein Meister, wenn es darum ging, Betriebe in den von den Nazis besetzten Gebieten, der Krupp-Gruppe einzuverleiben oder einfach auszuplündern. Das Internationale Militärtribunal in Nürnberg befasste sich eingehend mit der Teilnahme der Krupp-Manager an den Beute- und Raubzügen in den eroberten Gebieten. Wo etwas zum Konzern Passendes zu holen war, stellten sich dessen Führungskräfte, Houdremont und Co, ein. In den Niederlanden übernahm Edouard Houdremont persönlich die Aufsicht dieser Plünderungsaktion.

Im Reichsgesetzblatt vom 24. März 1933 wurde der erste Vierjahresplan unter der Bezeichnung „Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich“ verkündet. Der zweite Vierjahresplan „Gebt mit vier Jahre Zeit“, wurde im Reichsgesetzblatt vom 19. Oktober 1936 als „Verordnung zur Durchführung des Vierjahresplanes“ veröffentlicht. Die zentralen Forderungen Hitlers in seiner Denkschrift zum Vierjahresplans waren: 1. „Die deutsche Armee muß in vier Jahren einsatzfähig sein.“ – 2. „Die deutsche Wirtschaft muß in vier Jahren kriegsfähig sein.“

Die Versuchsanstalten, Stahlwerke und Gruben der Firma Krupp sollten Deutschland selbstversorgend und unbesiegbar machen. In Zusammenarbeit mit den Vierjahresplan-Behörden wurden, unter der Leitung Houdremont's, die entsprechenden Forschungen vorangetrieben. Houdremont wurde für seine „Verdienste“ zum Wehrwirtschaftsführer ernannt und zum Berater der staatseigenen Hermann-Göring-Werke berufen.

Das Urteil gegen Houdremont

Die Krupp-Manager wurden von dem Anklagevorwurf, einen Angriffskrieg geplant und sich gegen den Frieden verschworen zu haben, freigesprochen, andererseits aber wegen „Sklavenarbeit“ und der Ausplünderung des besetzten Europa verurteilt.

Im Wortlaut erging am 31. Juli 1948 folgendes Urteil an den Angeklagten Houdremont: „Hinsichtlich der Anklagepunkte für die Sie für schuldig befunden wurden, verurteilt Sie das Gericht zu zehn Jahren Haft. Die von Ihnen, vor und während des Gerichtsverfahrens, verbrachte

Zeit in Gefangenschaft wird Ihnen ... angerechnet werden und somit wird der Beginn der so eben festgelegten Freiheitsstrafe auf den 10. September 1945 festgesetzt.“

Kaum aber waren die Angeklagten, nach ihrer Verurteilung, zurück ins Militärgefängnis von Landsberg überführt, da regten sich schon die „alten Kameraden“. Rührend kümmerten sie sich um ihre einsitzenden Geschäftskollegen. Sie richteten Appelle an McCloy's Vorgänger, den US-Militärgouverneur Lucius D. Clay, und an das Oberste US-Gericht. Da ihren Bemühungen eine Abfuhr erteilt wurde, verlegten sie sich darauf für ihre „Kameraden“ jegliche Arten von Hafterleichterungen zu erreichen. So drängte 1949 der „Verein deutscher Eisenhüttenleute“ den Landsberger Gefängnisdirektor; Colonel Graham, dazu, den Gefangenen, zum Zeitvertreib, sinnvollere Arbeiten anzuvertrauen. Im Rahmen dieser Bemühungen wurde es Houdremont erlaubt seine Forschungen weiterzubetreiben und die zweite Ausgabe seines „Handbuchs der Sonderstahlkunde“ vorzubereiten.

Die Begnadigung und Entlassung der Kriegsverbrecher

Das historische Gedächtnis der Amerikaner ist bekanntermaßen sehr kurz. Die leidenschaftliche antideutsche Haltung aus der Kriegszeit schien nicht mal so lange vorzuhalten, wie sich die Prozesse gegen Kriegsverbrecher hinzogen. Die Anti-Hitler-Koalition brach allmählich auseinander; die amerikanische Politik wandte sich im Zeichen des Antikommunismus zunehmend gegen die Sowjetunion. Der Wandel der US-Politik wurde durch die als „Truman-Doktrin“ bekannt gewordene Rede des US-Präsidenten Harry S. Truman vom 12. März 1947 festgeschrieben. Der Kalte Krieg war endgültig, und über viele Jahre, eingeläutet.

Und je mehr diese Entwicklung zu greifen begann, desto mehr wurden die Nürnberger Folgeprozesse und die in Landsberg inhaftierten Kriegsverbrecher zu einem Problem.

Das Überdenken der Haltung der Amerikaner gegenüber Deutschland war aber nicht nur das Ergebnis des Kalten Krieges. Die Mehrheit der deutschen Bevölkerung stand den Nürnberger Folgeprozessen zunehmend ablehnend gegenüber. Die Regierung unter Konrad Adenauer kam dem gesellschaftlichen Druck nach und forderte eine umfassende Amnestie sowie die Aussetzung der Vollstreckung von verhängten Todesurteilen. Für die Amerikaner, die Quadratur des Kreises: auf der einen Seite war Deutschland ihr Bündnis-



Edouard Houdremont in Nürnberg
© elholocausto.net

partner, auf der anderen Seite waren sie darauf bedacht, die Nürnberger Prinzipien nicht in Frage zu stellen.

Dem seit 1949 eingesetzten amerikanischen Hochkommissar John McCloy oblag es nun die Entspannung dieser Situation herbeizuführen. Am 31. Januar 1951 gab McCloy seine endgültige Entscheidung über die Gnadengesuche von 94 deutschen Kriegsverbrechern bekannt, wovon 89 im Gefängnis von Landsberg einsaßen. Aufgrund der Anrechnung von Untersuchungshaft und guter Führung führten die Urteilsminderungen, bekanntgegeben im „Landesberg: A Documentary Report“, zur sofortigen Entlassung von über 30 Gefangenen, darunter auch Edouard Houdremont. Mit einem Federstrich von McCloy wurden sämtliche Juristen und Manager der Industriebetriebe IG Farben, Flick und Krupp zum 1. Februar 1951 auf freien Fuß gesetzt.

Wenngleich die USA an den Prinzipien von Nürnberg festhielten, so bewirkten die Haftminderungen und vorzeitigen Entlassungen dennoch die reibungslose Integration von Kriegsverbrechern in die deutsche Nachkriegsgesellschaft. Die Prozesse, und die von ihnen transportierte Botschaft, verschwanden rasch aus dem kollektiven Gedächtnis der Deutschen.

(*) der integrale Beitrag mit Quellenangaben kann unentgeltlich per e-Mail als pdf-Datei angefordert werden: jim.schu-

Gramma apo tin Ellada

Ein New Yorker in Griechenland

Linda Graf

Ursprünglich stammt Jochen aus Hamburg. Er trägt Blau, einen Hut, Halstuch, an seinem Kettchen hängt das Peacezeichen. Ich fühle mich als Erdenbürger, nicht als Deutscher, sagt er, keinem Staat angehörig. Diese Weltoffenheit hat es ihm ermöglicht, immer wieder anderswo zu leben. Jochen ist Fotograf. In Paris hat er im Mode- und Werbungsbereich gearbeitet. Dann zog er nach London, wohnte in einem Loft an der Tower Bridge, war Fotograf für englische Werbeagenturen. Seit 1996 lebt der Fotograf in New York, einem Schmelztiegel von Menschen aus allen Völkern, einer Weltstadt, so Jochen, in der er sich sogleich wohl fühlte, in der man nach einer Weile kein Inder, Österreicher oder Italiener, sondern schließlich ein New Yorker ist. Und zwischendurch zieht es den Fotografen jedes Jahr, immer wieder, nach Griechenland zurück, zu den Inseln, nach Athen, ans Ionische Meer. Bereits in der Schule, in Hamburg, hat er viel über Griechenland gelernt, über Geschichte und Kultur, über den Krieg gegen die Türken. Auch Henri Millers Roman „Der Koloss von Maroussi“, diese schöne individuelle Reisebeschreibung, hatte es ihm als Jugendlicher angetan. Das Land der Hellenen hat der Fotograf dann in natura über einen griechischen Freund kennengelernt. Makis (cf Der Koloss von Zaverda) lebte damals in einer Wohngemeinschaft bei Frankfurt. In einem Jagdschloss, in dem sich an die zwanzig Künstler mit Hund und Katze separate Appartements teilten. Als Makis sich dort mit seiner Frau Thalia, einer Athenerin, niederließ, zog die griechische Kultur mit ihnen ins Jagdschloss ein. Fortan gab es samstags große, griechische Festessen. Jochen wurde nicht nur in die hellenische Speisekultur, sondern zudem in landesübliche Lokale eingeweiht. Denn Makis nahm Jochen in Frankfurt in Tavernen mit, in denen man griechische Lieder sang und Teller auf den Boden schmiss. Sowas, lacht Jochen, hatte er zuvor nie gekannt. Auch lernte er Makis' Freunde kennen, Griechen, die die Arbeit nach Deutschland verschlagen hatte.

In den 80igern zog Makis zurück nach Athen, wo Jochen ihn seither jedes Jahr besucht. Athen war damals eine Stadt mit unglaublich viel Verkehr, sagt der Fotograf, und anders als alle anderen Städte. Das lag vor allem an der Art, wie die Menschen waren: da redeten die Leute miteinander. Auch mit ihm, Jochen, der nichts verstand. In Pyreus wohnte er damals in Makis' Boot, hatte sogleich einen Hund, eine Katze. Ein nettes Leben war das. Er ging in Kneipen, spielte Back Gammon, trank Ouzo, machte Fotos. Die Plaka hatte es ihm angetan, auch das Nationalmuseum besuchte er öfters, überhaupt ist es sein bevorzugtes Museum der Welt, immer noch. Dem Fotografen gefällt die tolle Atmosphäre in den Kaffees, der unkomplizierte Lebensstil. Hier ist es anders als in Mitteleuropa, sagt Jochen, die Gastfreundschaft ist unvergleichlich. Hat man einen griechischen Freund, so schließt man auch Freundschaft mit dessen Freunden, wird eingeladen, fühlt sich wohl unter ihnen, heimisch. Auch hat Makis Jochen durch den gesamten Peloponnes geschleppt. Den Olymp, Sparta haben sie abgeklappert, während Makis dem Freund unentwegt Wissenswertes über die Geschichte der Kulturstätten berichtete. Die heutigen Zustände in Athen hingegen schockieren den Fotografen. Ganz so schlimm hatte er sich die Lage nicht vorgestellt. Dass die horrenden Steuererhöhungen die Ärmsten ins Mark treffen, dass viele Kleinläden geschlossen sind, der runtergekommene Zustand mancher einstmals ansehnlicher Bezirke Athens. Dass die Krankenhäuser nicht genügend Medikamente haben, dass viele Griechen sich die benötigte medizinische Versorgung nicht leisten können, das findet Jochen unerhört. Die Renten- und Gehälterkürzungen. Dass es viele trifft, die dies nicht verdient haben. Wie die bettelnden Alten in den Straßen Athens, denen die dürftige Rente keinen Lebensunterhalt mehr bietet. Eine empörende Armseligkeit. Das, meint Jochen, dürfte es heutzutage nicht in ei-

nem europäischen Land geben. Da hört es auf, da muss man unterstützen. Da sollte die EU, unabhängig von den politischen Umständen, den Griechen unter die Arme greifen. Auch das über die Medien verbreitete Herumgehacke auf den Griechen, dass sie faul sind, findet der Fotograf schlimm. Vorurteile sind das. Von wegen faul, die Griechen haben eine andere Lebensart. Aufgrund der Gehälterkürzungen müssen viele mehr als einer Arbeit nachgehen. Von der Anstellung in der Apotheke geht es in Katharinas Fall zum Reinigen von Hotelzimmern. Sie hat einen Universitätsabschluss, sie arbeitet an sechs von sieben Tagen bis zu mindestens zwölf Stunden. Ansonsten kriegt sie nicht genug ein, um die medikamentöse Versorgung ihrer Mutter zu bestreiten. Abgesehen davon hat der Fotograf viele schöne Zeiten hier verbracht und reist jedes Jahr wieder aus New York an, dorthin, wo sich sein Kumpel Makis jeweils aufhält. Der lebt nun hier, am Ionischen Meer. Die Landschaft, schwärmt Jochen, ist außerordentlich schön. Sagt es und schießt ein Foto von drei Spatzen im Zitronenbaum. Der Anhänger mit dem Friedenszeichen? Ich bin gegen jede Gewalt und für viel Frieden. Für ein gutes friedliches Zusammenleben. Grenzen kenne ich keine, sagt Jochen, mir geht es darum, offen zu anderen zu sein. Hier in Griechenland sind die Menschen offener. Die sind nicht so verbissen, die nehmen nicht alles so ernst. Ich wünschte, mehr Leute wären so.





Reflections on/against the Present

Bank Jingles

Fabienne Collignon

A few months ago, before Lloyds Bank replaced its advertising campaign with a new black horse, a 17-year-old Trakehner stallion, the windows of the branches showed a poster of two men embracing, one older, face obscured, the other, with close-cropped dark hair, in three-quarter profile, a smile clearly etched on his face.

A caption announced that 'he said yes', a same-sex marriage proposal (gay marriage was legalised in the UK, with the exception of Northern Ireland, in 2014) that indicated that queer subjects could now finally take 'the next steps' – Lloyds' recent TV ads run under a similar title, that is, 'For Your Next Step' – into normalising and normative culture: yes! Lloyds has, at the very least, a history of supporting LGBTQ+ rights – the banking group's medical coverage, for example, includes gender dysphoria; it received a Stonewall Employer of the year award in 2017 – yet queerness is, in fact, neutralised through commerce, as it is through the prospect of marriage. The French philosopher Jacques Derrida once observed that to the question of whether to legalise gay marriage or not, you would have to reply yes, but that, really, it was your duty to dismantle marriage as an institution altogether: the ad, finally, recognises queerness largely in terms of its capacity to be exploited for profit, the accumulation, as always, of capital. At London Pride, employees walk under the bank brand: queerness hailed as productive, after all.

I am concerned, here, with bank marketing campaigns, encountered everywhere in everyday life, in the cinema, where they are particularly

insidious, provoking, with their cartoons in soft colours, no edges anywhere in sight – everything is rounded; this is a world where nothing will hurt – fits of rage that always threaten to ruin my mood, the very desire to go to the cinema, to sit in the dark, alone or with others, but silent, without interruptions, attention focused exclusively in one direction. It is, of course, the bank bailouts that have caused the austerity regime, a reality that would evidently be missing from advertising campaigns, invoking fantasies of the good life: the happy couple/family in their mortgaged home, with no evidence of the fragility of their lives, or the costs, to those who refuse such fantasies. Here, too, the smile, eyes turned upward, into the future, where houses assemble, white kids are born, grow up to be heterosexual, etc.; the smile is a signifier of all these possessions, this horizon of meaning. What accompanies good-life fantasies – Laurent Berlant analyses them in a recent book called *Cruel Optimism* (2011), which she defines as 'a relation of attachment to compromised conditions of possibility whose realization is discovered to be either impossible, sheer fantasy, or too possible, and toxic' – is the jingle, incessant, like tinnitus, a parasite. The sound intends to be pleasing, inoffensive, largely meant to be overheard, unremarkable, but generating an indefinable sensation of well-being, as if a mood organ, like in Philip K. Dick's *Do Androids Dream of Electric Sheep* (1968), had been dialled: contentment, faith in finance capitalism, acknowledgment that all is for the best, everything is as it should be for subject-as-customer. The jingle is designed both to induce and refer to an underlying condition of being mildly pleased,

to induce drifts into a trance, occurring, as it does, in the context of what is a viral capitalism, too – after all, capital constantly has to be in motion, that is its innermost principle of 'life' – considering, precisely, its nature as parasitical, living in, and living on, in ears. It accompanies apparently innocuous images, as mentioned earlier – I'm thinking specifically of the ads for TSB, narrated by a Scottish voice ('local people helping local people', a slogan that has to be articulated, relatively slowly, indulgently, by someone clearly 'local', in an accent that is marked, and trusted) – and is, to refer to Michel Serres' work *The Parasite* (1980), not simply a noise, an arrangement of little sounds, but information machine. The jingle eats its way into the subject, where it seeks to generate growth, amplification, of the messages already lodged there: the order of knowledge, hegemonic narrative, of global capitalism, whose movements are as constant and monotonous as the series of sounds cycling and circulating their ways through one bank ad after another, occasionally 'interrupted' (continued through other means) by car commercials, whose tone is different: the issue, here, is hard masculinity, ruggedness, terrain that needs to be conquered, subjugated to automatic commands. The movement of the jingle – easy, affected – means to gesture towards the easy movement of abstract monies, changing places with commodities, 'sensuous things', according to Marx, that, standing on their heads, begin to dance as if of their own free will: these are the forms of the good life, to which you give yourself over, watched over by your 'local', friendly, bank, a vibrational force that rings on in your ears.

Letter from England

Community Culture



The Nash Ensemble, guests at the 2017 Bath Mozartfest

There was a time when community spirit, backed by council funding, produced really worthwhile culture. The Mermaid Theatre in London was such a venture, and the Bournemouth Symphony Orchestra another. But two recent, community-inspired events, one musical, the other theatrical, were less successful than expected, mostly because council funding wasn't forthcoming. The first event was an Elgar concert, the „Enigma Variations“ and his Violin Concerto. The concerto was new to both violinist and conductor, and they and the orchestra – a small core of musicians plus extra players recruited for the occasion – only had one rehearsal. The result was they did not play as a homogenous body. Like many good ideas born from talent seeking an outlet, the orchestra was formed as the result of one man's dream. Many excellent collaborations have begun that way, including the Nash Ensemble, formed by musicologist Amelia Freedman, who are playing at Bath's 2017 Mozartfest (14.11.). This festival was also born of one woman's vision, but she was careful to ensure its future with a charitable foundation. It is also helped by the fact professional musicians work for less, as do the organizers; local patronage and volunteers provides most of the support network. So though it lacks council funding, the festival is very successful. But an ambitious project, such as a local orchestra, which relies solely on goodwill and community spirit will always struggle, as no amount of private sponsorship will be sufficient to maintain it – and concerts are less successful than they deserve to be. The second event was a period play given in a superb modern theatre. This event did have some council backing and additional

funds were raised by holding a raffle; even so, the money was not enough: the costumes were poor and the amateur actors under-rehearsed. But how does a community project achieve professional standards when it remains essentially the work of enthusiasts?

Perhaps this is the wrong question; perhaps one should ask if it matters if performances are less than professional when the outcome is enjoyed by those who attend. The idea of a community getting together to entertain their fellow citizens is valuable, and a few hours spent in the company of like-minded people therapeutic; and the weeks of planning are sometimes more important than the results. One might even say these do not matter if the experience benefits people.

Culture of every kind has changed in the UK, and what is now considered a good experience is less good than it used to be. Fifty years ago language was more complex. Plots of films and plays were more involved, books were more demanding, children's books particularly so, and the expectations of people as to cultural pursuits were different. But technology has produced change on an unprecedented scale and culture has been broadened by ethnic diversity. TV especially has altered the concept of culture, and what was once seen as ordinary entertainment is now considered elitist. TV programmes designed for a wide range of tastes fifty years ago made more demands on their audience than similar programmes today. The concept of the general public itself providing material for those programmes, whilst not entirely new, has escalated, so that half of them now rely heavily on public participation: such programmes are cheaper to make. BBC Radio also suffers from a lack of proper funding. The financial support from the TV and ra-

dio licence-fee is insufficient and the service faces cost-cutting measures – as well as others designed to justify keeping on radio stations perceived as highbrow, by appealing to a wider, younger audience. Radio 3, once a serious classical music station, has a weekday morning programme with a variety of other musical genres; it is the popular Classic FM without the advertisements. To say culture is being „dumbed down“, as public expectations are lower, is maybe true; but without proper funding, cultural pursuits will always be a compromise made to fit the available budget. And this applies as much to television as to community activities.

The play I saw took place in a small cathedral city with a predominately white, middle class population, and council funding for the community theatre was seen as worthwhile. The orchestra, also based in a small city but with a high percentage of lower income households and a large, ageing population, has a council struggling to balance the books, with further massive cuts forecast: demands for rehearsal time and funding for an orchestra can appear frivolous when weighed against the need to provide free school dinners and care for the elderly.

Life for millions in Blighty is a lottery depending on where you live. For many councils, cultural interests cannot compete with the „real world“: the world of hospital waiting-lists, schools and care homes; and probably they shouldn't. But in the face of growing evidence that loneliness and isolation is detrimental to health and happiness, community endeavour can make an enormous difference. Without council support for that endeavour, the idea of community will totally disappear and with it, an important part of our everyday culture.

Diana White

In the air

Rights of the Forest

Ariel Wagner

Everyone has heard of Magna Carta, the document widely seen as a founding statement of civic rights and the rule of law, quoted down the ages by defenders of justice and individual freedoms. Fewer people will know that this month marks the 800th anniversary of a document of equal, if not greater importance: Carta de Foresta.

The history of the two charters is linked. The Charter of Liberties, as Magna Carta was originally known, was a peace treaty, which rebellious barons (major landowners) famously forced King John of England to sign on 15 June 1215, at Runnymede. The Charter reduced the king's arbitrary use of power, guaranteeing such rights as protection from illegal imprisonment and rapid access to justice. When the king refused to comply, civil war broke out, which turned dynastic when the barons asked the French Dauphin for help and Louis saw a chance to seize the English throne. When John died in October 1216, a toned-down version of the Charter was published by his newly-crowned young son, Henry III; the barons rallied to Henry's cause, Louis shrugged and went home, and the Charter was reissued as part of the Treaty of Lambeth, on 6 November 1217. It was then given the name Magna Carta to distinguish it from the smaller document published at the same time: Carta de Foresta.

If Magna Carta secured civic rights (for the barons), the Charter of the Forest dramatically improved everyday life for the common people, by restoring the vitally important rights of access to and use of the „Royal Forests“. The significance of this cannot be overstated: In mediaeval times, „forests“ included not just woodland but also grasslands, heath and wetlands, which together provided the vast majority of the people with their livelihood. Starting with William I, greedy Norman kings had seized more and more forests for themselves, until under King John, „Royal Forests“ covered about a third of southern England. These lands were governed by extremely harsh „Forest Law“: capturing deer, for instance, was punishable by death. The resulting hardship for ordinary people was enormous: they could no longer hunt, forage for food and wood, graze and pasture the animals who gave them



Oak-apples: a link between the Forest Charters of 1217 and 2017.

food and clothing, or farm the land they lived on. Forests had been a vital source of wood and turf, providing fuel for cooking, heating and for use in professions such as charcoal-burning. The great Norman land-grab forced ordinary people to move elsewhere - or stay and starve.

Carta de Foresta gave them economic protection against the increasing power of the aristocracy. It drastically reduced the area designated as royal forest and provided that every freeman could dispose of the land he lived on as he saw fit, protecting „accustomed“ rights to pasturage and allowing all uses of the land - from fish preserving, crop-growing or working a mill, to digging ditches, ponds or clay-pits - „provided that no injury is thereby given to a neighbour.“ The death penalty for poaching was replaced by fines or imprisonment.

The Charter was reissued in 1225 - and some of its clauses remained on the statute

books until the Wild Creatures and Forest Laws Act replaced it in 1971. Two copies of the 1217 Carta de Foresta still exist, of which one is on display, with a copy of Magna Carta, in Lincoln Castle.

Appropriately, a product of the forest links these two ancient charters with our own age: ink. Iron gall, derived from oak-apples, those small brown balls found on some species of oak tree, had been used to make ink at least since Roman times, and iron gall ink was used to write both Magna Carta and Carta de Foresta. The ink has now been recreated to draft „The Charter for Trees, Woods and People“, an 800th anniversary homage to the Forest Charter, to be launched on 6 November 2017 at Lincoln Castle.

The new „Forest Charter“ obviously has quite different aims from the old one: the emphasis has shifted from human survival to our quality of life - and the survival of the „forests“. The new Charter is conceived as a guide to woodland planning and durable management, for the mutual benefit of forests, wildlife and humans. Among other things it recognizes and protects people's right „to the many benefits brought by trees and woods“. Trees, parks and woodland are indeed of inestimable value as providers of clean air, noise barriers and flood defences for urban areas, as well as habitat for often threatened wildlife; they also provide recreational green spaces where adults and children can get to know and learn about nature.

This last point is important. Two recent surveys tell a sad tale of alienation from nature. In the first, Cambridge researchers found that children between eight and 11 could identify 80% of Pokémon characters but only 50% of living species - oak trees, badgers and the like. The unsurprising conclusion was that children's „loss of knowledge about the natural world“ is linked to „growing isolation from it.“ A 2017 Wildlife Trust survey identified the same phenomenon in adults: one in three could not identify a barn owl, three in four, an ash tree, while two thirds felt they had „lost touch with nature.“

Does this matter? I think it does. What we do not know, we cannot cherish and protect. We still need the forest, even today, - and the forest needs us, our attention and care. The 2017 Charter may prove to be as important in its own way as its 800-year-old sister..

Hausemers Kulturreisen (99. Etappe): Ukraine

Ein Kleinplanet aus Odessa

Georges Hausemer

Die berühmteste Treppe der Welt heißt Spanische Treppe und ist in Rom zu besichtigen. Aber die zweitberühmteste? Sie steht in Odessa, der Geburtsstadt der beiden satirischen Schriftsteller und Amerika-Reisenden Ilja Ilf und Jewgeni Petrow, die mit einem seltsamen Gemisch aus Ostcharme und Südfleur besticht.

Erste, schlaflose Nacht in Odessa. Erster spätsommerlicher Morgen, frühe Schritte aus dem Hotel Duke, das nur wenige hundert Meter von der wichtigsten odessitischen Sehenswürdigkeit entfernt liegt: der grandiose Balkon der Stadt mit der berühmten Treppe aus dem legendären Revolutionsfilm „Panzerkreuzer Potemkin“, den Sergej Eisenstein 1925 in der Hafenstadt am Schwarzen Meer drehte. Über ihre 192 Stufen, über die in dem wegweisenden Klassiker der Filmgeschichte einst ein Kinderwagen ins Verderben rollte, flanieren heute unzählige Einheimische und Touristen, mit Blick hinüber zu der seit März 2014 von den Russen besetzten und von hier aus unsichtbaren Krim, auf die Kräne, Frachtschiffe und langgestreckten Kais, von wo aus regelmäßig ukrainische Ausflugsboote für ein paar Griwnia zu Küstenrundfahrten starten.

Stadttauswärts, sieben Häuserblöcke von unserem Hotel entfernt, liegt das jüdische Viertel von Odessa. Wir überqueren die vor allem nachts sehr belebte Flaniermeile Deribasovskaya, folgen der von zahlreichen Geschäften und riesigen Linden und Akazien gesäumte Ekaterininskaya, die immer schäbiger wird, je weiter man sich aus der Innenstadt fortbewegt. Grob besehen, beschränkt sich das jüdische Viertel auf eine einzige, unspektakuläre Straße, die Evreyskaya heißt.

Dort, auf Nummer 32, im schmalen Durchgang zu einem kaum weniger engen Hinterhof, prangt an einer Hausfassade die angeblich größte Wandmalerei der ganzen Ukraine. Das als „art wall“ bezeichnete Fresko ist vier Stockwerke hoch und gehört zum unlängst eröffneten Geneva Hotel. Leider weiß dessen charmante Rezeptionistin keine Details über das Riesengemälde, außer, dass es von einer Firma namens Studio Peach ausgeführt wurde. Gut, dass sie Neugierigen wenigstens eine Postkarte in die Hand drücken kann, auf der alle Porträtierten mit Name und



Auf einem riesigen Wandbild verewigt: Ilja Ilf mit Brille, Jewgeni Petrow mit dem gemeinschaftlich verfassten satirischen Doppelroman (Foto: Georges Hausemer)

Funktion aufgezählt werden. Insgesamt 24 historisch bedeutsame Persönlichkeiten, Politiker, Architekten, Schauspieler, Künstler, Musiker, der aus Odessa gebürtige Schriftsteller Isaak Babel und der dort hin verbannte Poet Alexander Puschkin, sogar ein paar fiktive Charaktere aus der städtischen Folklore.

Zwei Odessiter
in Amerika

Zwei Männer in feinem Anzug, ganz unten rechts, lassen mich innehalten. Noch kenne ich ihre Namen nicht, doch einer der beiden hält ein aufgeschlagenes Buch in der linken Hand. Dessen englischer Titel „The Little Golden Calf“ löst einen vagen Erinnerungsschub in mir aus. Die Postkarte bietet Aufklärung. Dort steht: „1st floor: Ilja Ilf and Yevgeny Petrov – Odessa writers“. Genau. Von den beiden gebürtigen Odessitern, die in den 1920er- und 1930er-Jahren zu den bekanntesten und beliebtesten Schriftstellern der Sowjetunion zählten, las ich unlängst „Das eingeschossige Amerika“. Im Herbst 1936, auf dem Höhepunkt des stalinistischen Terrors und der Great Depression in den USA, durchquerten Ilf und Petrow in vier Monaten zweimal den nordamerikanischen Kontinent, von Ost nach West und zurück. Dabei entstanden gemeinsam formulierte Reportagen, die zunächst einzeln in der Zeitung und 1937 gesammelt in

Buchform erschienen: „Reisebeschreibungen, die nicht nur etwas über ein Land, sondern auch über den Reisenden selbst aussagen“, wie Ilfs Tochter Alexandra in ihrer Vorbemerkung schreibt. Ihr Vater starb kurz nach der Amerika-Reise an Tuberkulose, während Petrow im Zweiten Weltkrieg als Kriegsberichterstatter tätig war und 1942 in dieser Eigenschaft bei einem Flugzeugabsturz ums Leben kam.

Als die deutsche Autorin Felicitas Hoppe im November 2014 in Luxemburg weilte, empfahl sie mir die Lektüre des vierhändig verfassten Werkes, das 2004 erstmals in deutscher Übersetzung erschien und zu dem sie selbst ein Vorwort beigesteuert hat. Aber nicht nur das. Im Sommer 2015 war Hoppe selbst kreuz und quer durch die USA unterwegs, in Begleitung zweier befreundeter Künstler und auf den Spuren jenes sowjetischen Duos, das sie mit Kolumbus verglich. Derzeit sitzt die Bühnen-Preisträgerin von 2012 an der Endredaktion eines Buches über ihre Nach-Reise, das im Frühjahr 2018 erscheinen soll. Das Projekt trägt den Arbeitstitel „3668 IlfPetrow: Grand Tour durch die USA“ und bezieht sich auf den 1982 von der sowjetischen Astronomin Ludmilla Georgijewna Karatschkina entdeckten Kleinplaneten, der nach den beiden umtriebigen Ukrainern benannt ist.

Von Georges Hausemer, Prix Batty Weber 2017 für sein Gesamtwerk, erschien zuletzt die Foto- und Textsammlung „Bushäuschen in Georgien“ (capybara-books, Luxemburg 2017, 70 S., 15 Euro).

By Gado

